

**PÉDAGOGIE: CHANGER LA VIE  
POUR CHANGER L'ÉCOLE.** dossier  
p.11 à 16

**lutte  
ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 427 - 6 novembre 1976 - prix : 3 F

**AUGMENTATION  
DE L'ESSENCE :  
Haro  
sur le  
pompiste !**  
p. 6

**FORD BATTU...**



**GENERAL  
MOTORS  
RESTE AU  
POUVOIR !**

**CFDT: Maire ouvre  
la chasse aux sorcières** p.7



## DANS LE MONDE

Page 4 :

- URSS : la Journée du prisonnier politique.
- Portugal : mise à l'écart de Lopes cardoso, un gage donné à la droite.
- Irlande : assassinat d'une dirigeante de l'IRA.
- RFA : limogés pour la galerie.

Page 24 :

- Rhodésie : Smith négocie avec l'aide des blindés.
- Espagne : les libertés syndicales restent à conquérir.

## EN FRANCE

Page 5 :

- Elections partielles : pourquoi voter Lutte Ouvrière ?
- L'expulsion des étrangers : une arme contre les travailleurs.

Page 6 :

- Essence : haro sur le pompiste !
- L'affaire Tazieff.
- 12 travailleurs du Parisien Libéré traités de voleurs.

Page 7 :

- Edmond Maire ouvre la chasse aux sorcières.
- La CGT, le PCF et le meeting contre les emprisonnements politiques.
- Bergeron s'en va-t-en guerre.

Page 8 :

- Non aux expulsions de locataires !

Page 9 :

- Truands ou militants d'extrême-droite ?
- Mitterrand soutient la politique d'Israël : continuité « socialiste » ?

Page 10 :

- Incendies d'hôtels de travailleurs immigrés : la série continue.

- Dans l'extrême-gauche et dans sa presse.

Pages 19 et 20 :

- Dans les entreprises : Chèques Postaux (Orléans-La-Source); Gévelot; Thomson-Bagneux; Raffinerie Shell.

## DOSSIER

Pages 11 à 16 :

## LA PEDAGOGIE

- La pédagogie cautionne-t-elle les inégalités ou développe-t-elle les aptitudes des enfants ?
- Des conceptions bourgeoises à celles des socialistes et du mouvement ouvrier.
- L'école est-elle à la mesure des enfants ?
- Quel avenir pour la pédagogie et l'éducation ?

## DIVERS

Page 21 :

- Livres : Karl Marx, histoire d'un bourgeois allemand de Françoise P. Lévy; Arbres de Prévert.
- Pages 22 et 23 :
- Film : Si c'était à refaire de Claude Lelouch.
- Théâtre : Comme il vous plaira de Shakespeare au TEP.
- Brassens à Bobino.
- Les élections américaines aux Dossiers de l'écran.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28  
4 ter, rue du Bouloir, Paris (1<sup>er</sup>)

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## Centres d'aide par le travail : du travail non payé pour les inadaptés

Mon frère, qui a 21 ans, est un inadapté (il n'a pas la faculté de lire et d'écrire). Pour cette raison et à cause de son âge, il travaille dans un CAT (Centre d'aide par le travail). Il est dans un atelier surveillé où il travaille toute la journée, debout, pendant huit heures (pour des usines). La durée du trajet pour s'y rendre s'élève à 2 h 30 par jour. Pour la grande fatigue qu'il éprouve à la fin de ses journées, le Centre d'aide par le travail ne donne que 87 F de paye par mois, sur lesquels il réserve 45 francs de transport (avec la carte orange). Il lui reste donc 42 F pour vivre car, ayant plus de 20 ans, il n'est plus à la charge de mes parents, qui sont tout de même obligés de le nourrir, de l'habiller, de le loger. Ce n'est même plus de l'exploitation, c'est du vol. C'est travailler pour rien, dans une société où l'on ne peut survivre sans argent.

Il faut dire aussi que mon frère n'est pas le seul, puisqu'il existe environ 220 centres de ce genre en France, soit 10.000 travailleurs.

Giscard peut publier un livre où il promet tout un tas de belles choses. Nous, on juge sur les faits.

F.F., lycéenne,  
lectrice de LO.

Ta lettre met en évidence, une fois de plus, quel sort notre société réserve à ceux qui ont des difficultés — et à leurs proches, à qui on en fait supporter toute la charge.

## Un militant de l'OCI nous écrit :

D'une longue lettre d'un lecteur militant de l'OCI (trop longue pour que nous puissions la publier en entier), nous avons extrait les passages suivants :

LO de ces dernières semaines comporte le énième communiqué dénonçant « les violences de l'OCI » contre des militants de Combat Communiste et de la LIR-OL. (...)

Il se trouve que votre attitude dans « l'affaire Varga » relève beaucoup plus de l'opportunisme que de la vérité et fournit des arguments supplémentaires à l'OCI lorsqu'elle vous adresse la caractérisation politique que vous contrez si mal dans l'article cité ci-dessus.

Le trotskysme ne peut, en effet, traiter une affaire d'infiltration d'agents provocateurs dans ses rangs aussi à la légère. Nul groupe n'a le droit de se servir d'une telle affaire pour défendre ses « intérêts de boutique ». Ceux qui en parlent doivent savoir de quoi ils parlent, et s'en tenir aux faits. (...)

Un dirigeant de la LCR, membre de la Commission d'enquête, a reconnu l'authenticité des documents présentés par l'OCI. Ne faut-il pas, dès lors, tirer les conclusions qui s'imposent ? Le contenu des lettres de Varga ne serait-il pas suffisamment explicite ? Faudrait-il que l'OCI dénie la carte d'appartenance de Varga à un « service de renseignements » quelconque pour que vous soyez convaincus ? Pensez-vous vraiment que les propos tenus par Varga dans ses lettres soient justifiables, sinon acceptables ? Admettez-vous au moins que tout cela mérite prudence ? Or vous êtes bien sûrs de

vous, et de Varga, lorsque vous affirmez que l'OCI calomnie cet individu !

Bien entendu, il n'est pas question de prétendre que TOUS les militants de la « LIRQI » et autres groupes varguistes sont des agents provocateurs. Mais, en refusant de reconnaître Varga pour ce qu'il est, ne risque-t-on pas de s'en faire le complice ? (...)

Vous prétendez agir au nom de la démocratie ouvrière. Je dois remarquer que vous n'avez eu besoin d'aucune commission d'enquête pour accepter la version varguiste des « incidents » du meeting de la Mutualité et condamner l'OCI. Depuis quand porte-t-on un jugement sans avoir entendu toutes les parties en cause ?

Peut-on dénier le droit à l'OCI, qui se fonde sur des preuves matérielles irréfutables, de considérer la présence de Varga et de sa clique à l'une de ses réunions publiques comme une provocation ? En admettant même qu'elle soit coupable de ce dont on l'accuse, pourrait-on lui reprocher autre chose que d'être tombée dans le piège de cette provocation ? (...)

Voilà donc, camarades de LO, un certain nombre de questions auxquelles je n'ai pas encore trouvé de réponses dans aucune de vos publications. Je ne désespère pas.

Que vous le vouliez ou non, les militants de l'OCI ne sont pas prêts à accepter des positions de leurs dirigeants qui ne seraient que « pitiéreries » ou des « calomnies ». Pour le moment, c'est uniquement du côté de la direction de mon organisation que je trouve une argumentation solide et des preuves matérielles irréfutables. En un certain sens, je vous remercie d'avoir les positions que vous avez, surtout à propos de Varga, parce que vous confortez la confiance que j'ai en mon organisation. (...)

Les propos de notre correspondant, s'ils émanent d'un militant de base de l'OCI, sont néanmoins parfaitement significatifs des méthodes, profondément malhonnêtes, utilisées par cette organisation.

Par exemple, en quoi le fait qu'un dirigeant de la LCR aurait reconnu l'authenticité des archives Varga (c'est-à-dire le fait que les documents en question ne soient pas des faux) prouve-t-il quoi que ce soit ? La question n'est pas de savoir si les textes en question sont bien de Varga, mais s'ils prouvent le bien fondé des accusations de l'OCI. Et l'invocation de ce « dirigeant de la LCR (qui) a reconnu l'authenticité des documents présentés par l'OCI » n'est qu'un tour de passe-passe, qui ne peut troubler que des gens qui se refusent à réfléchir.

De la même manière, la question : « Pensez-vous vraiment que

les propos tenus par Varga dans ses lettres soient justifiables, sinon acceptables ? » est, dans le contexte, tout aussi malhonnête. Là aussi, il s'agit d'un amalgame entre deux problèmes tout à fait différents. Que Varga ait tenu des propos injustifiables ou inacceptables, pour un militant révolutionnaire (à une époque où il ne se prétendait d'ailleurs pas tel), c'est une chose. Mais ce n'est pas sur cela que portent les accusations de l'OCI. Et quand bien même Varga aurait tenu des propos encore plus indiscutables ou injustifiables, que cela ne prouverait pas qu'il ait appartenu à un quelconque service secret.

Notre correspondant parle de prudence. Mais la première des prudences en ce domaine ne consisterait-elle pas à ne pas porter des accusations aussi graves que celles que porte l'OCI, sans preuves formelles.

Il regrette que Lutte Ouvrière n'ait pas eu besoin d'une commission d'enquête en ce qui concerne les incidents de la Mutualité. Mais à quoi cela aurait-il servi, puisque l'OCI refuse depuis des mois de déposer devant la Commission d'enquête sur l'affaire Varga, à laquelle nous participons ?

D'ailleurs, nous avons d'autant plus accordé du crédit aux accusations convergentes portées par plusieurs groupes contre les agissements du service d'ordre de l'OCI, lors de ce meeting de la Mutualité, que nous savons l'OCI capable d'utiliser de telles méthodes, pour avoir eu nous-mêmes des camarades agressés par ses « gros bras » et pour avoir été nous-mêmes calomniés suivant les pires traditions stalinienne. Que l'on se rappelle les propos tenus par les dirigeants de l'OCI, lors des élections législatives en 1973, sur « LO propulsée par la bourgeoisie ».

Bien significatifs aussi de certaines méthodes sont les propos de notre lecteur sur le fait que tous ceux qui refusent de reconnaître la culpabilité de Varga risqueraient de s'en faire les complices et que la présence des militants de l'organisation de Michel Varga aux meetings de l'OCI constituerait, en elle-même, une provocation.

Nous ne mettons même pas en cause la sincérité de notre correspondant. C'est peut-être tout simplement l'esprit critique le plus élémentaire et le sens de la démocratie ouvrière qui lui font défaut. Mais le stalinisme lui aussi a reposé, et repose encore, non seulement sur les crapuleries conscientes de quelques dirigeants, mais sur le suivisme aveugle de militants « sincèrement » malhonnêtes.

Et entre les méthodes de l'OCI et celle du stalinisme, il n'y a pas de différence de principe. Il n'y a qu'une différence d'échelle.

## Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

## LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : prix 90 F.  
pour une période de six mois : prix 50 F.

## LUTTE DE CLASSE

pour une période de un an : prix 50 F.  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

## CEUX DU TECHNIQUE

pour une période de un an : prix 10 F.  
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.



## FORD BATTU...

# GENERAL MOTORS RESTE AU POUVOIR!

Au lendemain de l'élection de Jimmy Carter à la présidence des Etats-Unis, ceux qui s'interrogent pour savoir ce que la victoire du candidat démocrate pourra bien changer dans la politique américaine et dans les affaires du monde seront bien en peine de trouver une quelconque réponse dans tout ce qui a été dit au cours de la campagne électorale. Tous les observateurs, quelles que soient par ailleurs leurs opinions politiques, étaient d'accord sur le caractère apolitique de cette campagne et la médiocrité des candidats en présence.

Du président en exercice, Gerald Ford, les choses les plus aimables que les membres de son propre parti disaient de lui c'est qu'il était incapable de penser à deux choses à la fois... comme mâcher son chewing-gum et marcher. Quant au diacre baptiste Jimmy Carter, tout le monde s'accorde à reconnaître que, s'il a quelque talent de démagogue, il ne connaît rien aux affaires politiques.

Mais ce n'est pas non plus sur les programmes en présence que les électeurs américains ont pu se déterminer. Car bien malin serait celui qui pourrait dire ce qui distingue la politique de Carter et celle de Ford, celle du Parti Démocrate et celle du Parti Républicain, et même lequel des deux partis se situe le plus à gauche, ou le plus à droite.

En fait, le problème clef de la campagne électorale qui vient de se dérouler a été de savoir lequel des deux candidats ferait le moins de gaffes dans le petit jeu qui consiste à essayer de plaire à tout le monde sans déplaire à personne.

Mais qu'est-ce que cela changera ?

Rien en fait. Car on aurait bien tort de croire que c'est l'homme qui siège à la Maison Blanche qui décide de la politique de la plus grande puissance mondiale. Contrairement à ce que beaucoup de journaux ont écrit au lendemain des élections américaines, Jimmy Carter n'est pas devenu « l'homme le plus puissant du monde ».

Car sa puissance n'est qu'une apparence. Et il suffit de se remémorer le sort qu'a connu Nixon, il n'y a pas si longtemps, pour s'en convaincre.

C'est bien pourquoi d'ailleurs le fait que la campagne électorale américaine ait été aussi terne, les deux candidats aussi médiocres, ne posait pas un problème aux classes dirigeantes américaines. Parce que les Rockefeller et les Dupont de Nemours sa-

vaient bien que quel que soit l'élu, Carter ou Ford, cela n'aurait pas d'importance, car il mènerait la même politique; et que, quelles que soient ses aptitudes intellectuelles ou politiques, cela non plus n'avait pas d'importance, parce que cette politique serait comme par le passé définie par les véritables maîtres de l'Etat américain : la haute administration, les généraux du Pentagone, les chefs de la diplomatie, les dirigeants du FBI et de la CIA, toutes gens qui ne sont pas élus, mais qui assurent la permanence de l'Etat, c'est-à-dire la permanence de la domination des General Motors, Chrysler, ITT et autres trusts gigantesques, dont ils ne sont que les serviteurs.

Il serait illusoire de se demander, à propos du résultat de ces élections, ce qui va changer car les élections ne sont que poudre aux yeux destinée à faire croire à la population que c'est elle qui choisit ses dirigeants et leur politique, que c'est elle qui décide des destinées du pays.

Cette duperie a été particulièrement flagrante dans le cas de la campagne électorale américaine. Mais cette campagne n'était pas une exception et ce problème n'est pas propre aux USA. Si la gauche l'emporte demain en France, par exemple, les généraux resteront en place, comme les chefs et les cadres de la police et des différentes forces de répression, comme les diplomates et les hauts fonctionnaires, qui continueront à exercer leurs fonctions. Et les grands groupes financiers resteront maîtres de l'économie, même si Dassault, qui le demande lui-même d'ailleurs, est nationalisé.

Pour renverser les hommes qui ont vraiment entre leurs mains les pouvoirs de décision, les véritables maîtres de la politique et de l'économie, tous ces appareils d'Etat non élus et entièrement au service de la grande bourgeoisie, il faudra bien autre chose que des bulletins de vote.

Et si la mascarade des élections américaines nous fait sourire, tant mieux. Mais à condition de ne pas tomber nous aussi, dans les mois qui viennent, dans le même piège. A condition de ne pas oublier que c'est d'autres armes que le bulletin de vote que les travailleurs devront utiliser s'ils ne veulent pas supporter le poids de la crise, s'ils veulent changer de société et de vie.

Arlette LAGUILLER.

## QUELS SONT LES RESPONSABLES ?

L'attentat contre un diplomate iranien, qui a été grièvement blessé, a été aussitôt revendiqué par « les Brigades internationales Reza Rezaï » (du nom d'un opposant abattu par la police en Iran).

Dans un communiqué, elles ont expliqué qu'elles ont frappé « le représentant en France de la Gestapo iranienne : la Savak » (officiellement le diplomate en question était conseiller aux affaires sociales) et ajouté : « Nous avons administré le juste châtiement à un individu dont le rôle était de pourchasser les progressistes iraniens en France ».

La Savak, la police secrète iranienne, qui compterait aujourd'hui cinquante mille membres, est l'un des piliers de la dictature du chah d'Iran et s'est rendue tristement célèbre par la manière dont elle mène la chasse aux opposants, par des assassinats et le recours systématique à la torture.

Si la politique terroriste des « Brigades internationales Reza Rezaï » n'est certainement pas la politique de la classe ouvrière, on comprend que les victimes de la sinistre Savak, ou leurs camarades, estiment avoir quelques comptes à régler avec ceux qu'ils considèrent comme ses agents.

Quant à Poniatowski, qui tente maintenant d'appréhender les auteurs de l'attentat, il envoie sa police interroger longuement les opposants iraniens résidant en France. Son régime, c'est bien connu, ne supporte pas les terroristes. Mais il supporte parfaitement, par contre, l'amitié de toutes les canailles, couronnées ou non, qui pratiquent le terrorisme à grande échelle contre leur propre peuple.

A. V.

## Et pour quelques dollars de plus

Il aura suffi de la nuit qui, en France, correspondait aux élections américaines pour qu'on assiste à une transformation du personnage de Jimmy Carter, du moins tel que l'ont vu nombre de journalistes.

La veille encore les commentateurs expliquaient qu'en dehors de sa dentition de cheval et de ses champs de cacahuètes, on ne voyait pas très bien ce qui pouvait distinguer Jimmy Carter de Ford-la-Gaffe.

Aujourd'hui que Carter est élu, le ton commence à changer. Il n'est pas question de faire passer le nouveau président des USA pour un médiocre ou un demeuré !

France-Soir n'hésite pas à inclure dans son titre : « Un nouveau président des Etats-Unis qui pourrait changer le destin du monde ». On y apprend au fil des pages que « Carter président sera sans doute très différent de Carter candidat »; que, dans sa prime jeunesse, « C'était, dit-on, un beau bébé, d'un caractère déjà très résolu »; qu'à « 9 ans Jimmy Carter parcourt le Sud pour édifier des églises baptistes »; et que plus tard « son institutrice déclarait qu'il avait des dons exceptionnels ». Pas avarie de coups de brosse à reluire, le quotidien ajoute qu'il « ne boit pas, ne fume pas. Car il n'a pas de vice ou plutôt, son seul vice c'est la vertu ».

Le Figaro, qui a la prétention de s'adresser à un public plus choisi, nous apprend que le nouveau président lit trois à quatre livres par semaine et qu'il est familier d'auteurs philosophiques et de théologiens comme Kierkegaard, Reinhold Niebuhr, Karl Barth, etc.

Et Raymond Aron insiste lourdement : « Définir Carter par la médiocrité, le mettre dans le même sac que Gerald Ford est aberrant »; « Ceux qui l'ont approché (Carter) l'affirment d'une seule voix : personnalité hors du commun ».

Mais on peut tout de même se demander si, aux yeux de tous ces gens-là, Carter n'a pas aujourd'hui l'air intelligent des dollars américains.

A. V.



# URSS La journée du prisonnier

Le 30 octobre à Paris, Leonid Plouchitch et trois autres intellectuels soviétiques en exil ont entamé une grève de la faim de 24 heures. Il s'agissait pour eux de manifester leur solidarité avec leurs camarades des camps, prisons et hôpitaux psychiatriques d'Union Soviétique, qui font traditionnellement une grève de la faim le 30 octobre, et ce depuis 1974.

Cette « journée du prisonnier politique » est en effet l'un des très rares moyens qui restent aux internés de se faire entendre du monde extérieur et des dirigeants du Kremlin. Mais cette journée rappelle surtout, plus de vingt ans après que Khrouchtchev a dénoncé certains des crimes du stalinisme, qu'en URSS, sous Brejnev, comme sous Staline ou Khrouchtchev, on continue à emprisonner

systématiquement tous ceux dont le seul crime est de ne pas marcher et surtout de ne pas penser droit aux yeux de la bureaucratie.

Depuis août 1975, il y aurait eu (au moins) une trentaine de personnes arrêtées ou placées en hôpital psychiatrique pour des motifs politiques ou religieux. C'est ce que vient de révéler à Moscou un groupe d'opposants, en précisant d'ailleurs que parmi ceux-ci figureraient quatre dockers de Riga (capitale de la république soviétique de Lettonie) condamnés en mai 1976 pour avoir tenté d'organiser une grève contre le manque de viande dans cette ville.

Le samedi 30 octobre, on prenait par ailleurs que l'Union des cinéastes russes s'était vu re-

fuser, au cours de l'été, la grâce de Serge Paradjanov, l'auteur du film *Les chevaux de feu*. En 1974, il avait été condamné à cinq ans de détention, sous prétexte d'homosexualité, et a purgé la moitié de sa peine. C'est d'ordinaire à ce stade qu'interviennent les remises de peine. Or Serge Paradjanov demeure dans un camp à régime sévère, mêlé aux condamnés de droit commun.

Ces internements et ces condamnations ne font que souligner, une fois de plus, la dérision des prétentions au socialisme du régime de Brejnev. Il n'y a pas de socialisme sans liberté. L'URSS est aussi éloignée de l'un que de l'autre, de toute la largeur de ses camps, de ses prisons et de ses hôpitaux psychiatriques.

Pierre LAFFITTE.



Plouchitch à Paris lors de la journée du prisonnier politique.

## Portugal

### La mise à l'écart de Lopes Cardoso : un gage donné à la droite

Le congrès du Parti Socialiste Portugais s'est achevé le lundi 1<sup>er</sup> novembre par l'élection de la nouvelle direction. Deux listes s'affrontaient à cette occasion : la première regroupée autour de Mario Soares, la seconde comprenant la gauche du Parti Socialiste. Comme prévu, Mario Soares et ses amis ont emporté la majorité des voix des congressistes. La liste de gauche a obtenu un pourcentage non négligeable, avec 25 % des suffrages. Ce score témoigne d'un mécontentement certain d'une partie de la base socialiste, qui voit le Parti Socialiste appliquer au gouvernement une politique d'austérité. Soares n'appelle-t-il pas sa gauche et les travailleurs à « comprendre qu'il y a un temps pour revendiquer et un temps pour consolider l'économie » ?

Le congrès s'est conclu par la mise à l'écart du ministre de l'Agriculture, Lopes Cardoso, lea-

der de la tendance de gauche du PS, qui ne figure plus à la direction du Parti Socialiste. Survenant alors que les attaques de la droite et des propriétaires fonciers se multiplient contre Lopes Cardoso, et contre la réforme agraire, cette élimination ne pouvait être interprétée que comme une concession à cette droite. Elle a été suivie par la démission de Lopes Cardoso du gouvernement Soares.

L'attitude de Soares est dans le droit fil de toute la politique menée par le Parti Socialiste. Une politique à laquelle cette gauche du PS ne s'est jamais opposée et qu'elle a toujours cautionnée, même si elle le faisait en maugréant. Elle continue d'ailleurs de le faire, puisque le rapport présenté à ce congrès par Soares a été voté à la quasi-unanimité, y compris par Cardoso et la gauche.

L'attitude de cette gauche est classique. Elle critique dans les

congrès la politique de Soares, comme le CERES en France critique certains aspects de la politique de Mitterrand. Mais disciplinée, elle s'incline systématiquement en laissant croire qu'ainsi elle arrivera plus tard à influencer l'orientation de l'aile droite. Cette dernière ne peut rêver de meilleur paravent. C'est cette aile gauche en effet qui, traditionnellement, est chargée d'expliquer aux masses laborieuses que les « obligations de l'heure » exigent l'unité et imposent de différer les réformes sociales et qu'il faut continuer à faire confiance au Parti Socialiste. C'est grâce à cette gauche que le PS peut faire accepter plus facilement les mesures de droite de sa politique.

Les travailleurs portugais n'ont rien à attendre de Soares. Mais ils ne doivent rien attendre non plus d'un Lopes Cardoso.

Guy FICHET.

## Irlande

### Assassinat d'une dirigeante de l'IRA



Maire Drumm.

(AFP)

Dans la nuit du 28 au 29 octobre, Maire Drumm, dirigeante de l'aile politique de l'IRA Provisoire, a été tuée à Belfast. Les assassins ont pénétré, déguisés en infirmiers, dans l'hôpital où elle venait d'être opérée et l'ont abattue dans son lit. Agée de 50 ans, Maire Drumm, militante républicaine, avait rejoint la branche Provisoire de l'IRA en 1970 et en avait été vice-présidente pendant cinq ans. Son activité lui avait valu, de même qu'à son mari, un autre vétéran du mouvement républicain, plusieurs emprisonnements. C'est donc une des dirigeantes les plus connues et les plus populaires du mouvement nationaliste irlandais que les extrémistes protestants viennent d'assassiner.

Cet assassinat donne un démenti tragique à la propagande gouvernementale britannique voulant faire porter aux organisations nationalistes catholiques toute la responsabilité de la violence en Irlande.

On a voulu faire croire que les « manifestations des femmes pour la paix » étaient l'expression de la volonté de la majorité protestante et catholique, et que seuls quelques irréductibles de l'IRA étaient responsables des violences. Mais ce que l'on veut faire oublier, c'est la violence permanente de l'armée britannique. C'est aussi l'existence de commandos et de milices protestants. Ceux-ci viennent de rappeler tragiquement qu'ils n'avaient pas désarmé et qu'ils continuaient à tuer.

O. B.

## Allemagne Fédérale

### Limogés pour la galerie

Le ministre ouest-allemand de la Défense vient de limoger le commandant en chef de l'armée de l'air et son adjoint. Cette décision fait suite aux déclarations tenues par ces deux généraux devant des journalistes à propos de la présence de Rudel, qui fut colonel de la Luftwaffe et qui est resté notoirement nazi, à une rencontre d'anciens officiers de l'armée de l'air dans une caserne. Les deux généraux avaient pris la défense de Rudel, en déclarant qu'on ne pouvait critiquer sa participation à cette rencontre tant que des « extrémistes de gauche » comme Wehner siègent au Parlement. Wehner, actuellement président du groupe parlementaire du SPD (Parti Socialiste Allemand) et vice-président du parti, est un ancien communiste réfugié à Moscou avant la guerre.

La rapidité et la sévérité de cette décision ne doivent pas nous abuser. D'abord parce que, si le ministre de la Défense ouest-allemand se permet de limoger

un commandant en chef de l'armée de l'air et son adjoint pour leurs opinions pro-nazies, il le fait quarante ans après la fin de la guerre... et alors que ces généraux sont à l'âge de la retraite !

De plus, ce qu'il leur reproche, ce ne sont pas leurs sympathies pour ce nazi notoire... c'est de les afficher trop ouvertement. Le nazisme a laissé trop de traces dans le monde entier pour qu'aujourd'hui deux généraux membres de l'état-major puissent montrer si clairement de quel côté penche leur cœur. Alors, pour faire croire devant la galerie mondiale que l'Allemagne s'est donnée en 1955 une armée totalement nouvelle et sans liens avec celle du III<sup>e</sup> Reich, on limoge deux généraux pour « manque de tact ».

Ce scandale n'est d'ailleurs pas le premier du genre. De multiples liens unissent les officiers actuels de l'armée allemande à la période d'avant 1945. La majori-

té de ceux qui exercent aujourd'hui un poste dans les sommets de cette armée ont servi dans la Wehrmacht. Et si le nombre des ci-devant officiers de l'armée hitlérienne diminue, ce n'est que l'effet du temps qui passe.

Cette situation n'est d'ailleurs pas spécifique à l'Allemagne.

En France par exemple, les policiers qui, sous le régime de Vichy, participèrent à la grande rafle du Vel d'Hiv furent décorés quelques années plus tard, de la main de De Gaulle, pour leur participation au simulacre de la libération de Paris.

Et cela démontre clairement qu'au-delà des régimes politiques qui, eux, peuvent changer, c'est l'appareil d'Etat que s'est donné la bourgeoisie qui assure la permanence de son pouvoir et qu'il ne faut pas même compter sur un chancelier qui se dit socialiste comme Schmidt ou sur... Mitterrand pour y changer quoi que ce soit.

Sylvie FREJUS



■ Nous ne croyons pas à l'efficacité du bulletin de vote. Nous ne pensons pas que le Parlement puisse changer la vie des travailleurs et nous savons que des élections partielles ne peuvent même pas changer la majorité au Parlement. Et pourtant, nous présentons des candidats.

Cela paraît contradictoire. Mais cela ne l'est pas. Les candidats de Lutte Ouvrière ne promettent pas la lune. Ils ne disent pas « **Votez pour nous, nous ferons le reste** ». Ils disent « **Votez pour nous, car c'est la seule façon POUR VOUS de dire sans ambiguïté que vous êtes de gauche mais que vous ne voulez pas cautionner la politique actuelle des dirigeants du Parti Socialiste et du Parti Communiste** ».

Parce que, bien sûr, vous êtes de gauche et vous voulez donner un camouflet à la droite. Vous voulez que le corps électoral rejette des hommes politiques qui se moquent de vous, qui se moquent de nous tous. Avec culot, avec cynisme, avec cet arrogant mépris des riches pour les petites gens, ils mentent et bluffent et puisent sans pudeur dans la poche des travailleurs pour remplir les coffres des capitalistes et des spéculateurs. Et ils osent parler de solidarité nationale, et ils invitent le bon peuple à faire des sacrifices, au moment même où l'UDR Dassault a pu frauder le fisc de quelque 1,5 milliard de francs.

Et pour un Dassault démasqué, combien y en a-t-il qui bénéficient des mêmes indulgences, des mêmes arrangements, qui puisent aux mêmes caisses ?

C'est nous tous qui payons tout cela. Alors, nous ne voulons plus du gouvernement de ces hommes et de leurs amis politiques.

Mais en face d'eux, qu'y a-t-il ? Il y a les hommes de la gauche. Et nous pensons nous, Lutte Ouvrière, que la gauche au pouvoir ne mènerait pas une politique fondamentalement différente de la droite, car elle est trop respectueuse de l'ordre établi et des puissances en place pour s'attaquer aux capitalistes et aux exploités. Mais il y a longtemps que l'on n'a pas vu les hommes de gauche au gouvernement. Et la

## ÉLECTIONS PARTIELLES :

# POURQUOI VOTER LUTTE OUVRIÈRE ?

majorité des travailleurs souhaitent que la gauche l'emporte enfin. « **Cela ne peut pas être pire, pensent-ils, cela ne peut qu'être mieux, même s'ils ne tiennent pas toutes leurs promesses** ».

C'est un sentiment très fort chez les travailleurs. Et même si nous pensons qu'il y a beaucoup d'illusions derrière cette espérance, nous respectons ce vœu. Nous ne nous présentons pas pour empêcher les candidats de la gauche de passer et nous sommes solidaires de tous les travailleurs qui mettent leurs espérances dans un gouvernement de gauche. C'est pourquoi nous affirmons clairement qu'en aucun cas les candidats de Lutte Ouvrière ne feront, au deuxième tour, obstacle à l'élection du candidat de la gauche le mieux placé.

Mais nous pensons qu'au premier tour il est possible

de faire plus et de faire mieux. Il est possible de clarifier et de préciser le vote pour la gauche.

Nous sommes présents, précisément parce qu'il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui exprime et qui permette aux électeurs d'exprimer leur méfiance légitime envers la politique du Parti Socialiste et du Parti Communiste telle qu'elle se présente chaque jour.

Car il y a des raisons d'être inquiet. Il y a quelques semaines à peine, Mitterrand a réuni des représentants du patronat pour leur expliquer en quoi sa politique ne devait pas leur faire peur. Et Rocard, un autre membre du Parti Socialiste, se fait fort, lui, d'obtenir le consentement des travailleurs à une politique d'austérité. En somme, ce que ces gens-là re-

prochent au plan Barre, ce n'est pas d'appauvrir les travailleurs pour donner aux riches ; c'est de ne pas pouvoir réussir à le faire, faute du consentement des travailleurs !

Mais quel est le travailleur qui consentirait ainsi à sa propre exploitation, à son propre dépouillement ? S'il y en a, alors, qu'ils votent donc les yeux fermés pour des gens qui dès aujourd'hui, alors qu'ils ne sont pas encore au gouvernement, se croient obligés de rassurer les patrons. Mais s'il y a des travailleurs socialistes qui ne sont pas d'accord, qui n'ont pas approuvé la scandaleuse rencontre Mitterrand-patronat, s'ils veulent le faire savoir à la direction du Parti Socialiste, alors, qu'ils votent pour les candidats de Lutte Ouvrière. C'est la meil-

leure façon de le dire. C'est la seule. Et elle sera entendue.

Quant aux électeurs communistes qui espèrent que les députés du Parti Communiste empêcheront le gouvernement de Mitterrand de renier le Programme commun, pensent-ils réellement se garantir ainsi contre un retournement de la direction du Parti Socialiste ?

Ne voient-ils pas que le Parti Communiste, à force de mettre de l'eau dans son vin, vire au rose douteux et qu'il s'efforce de ressembler de plus en plus à ce Parti Socialiste qu'il prétend surveiller ?

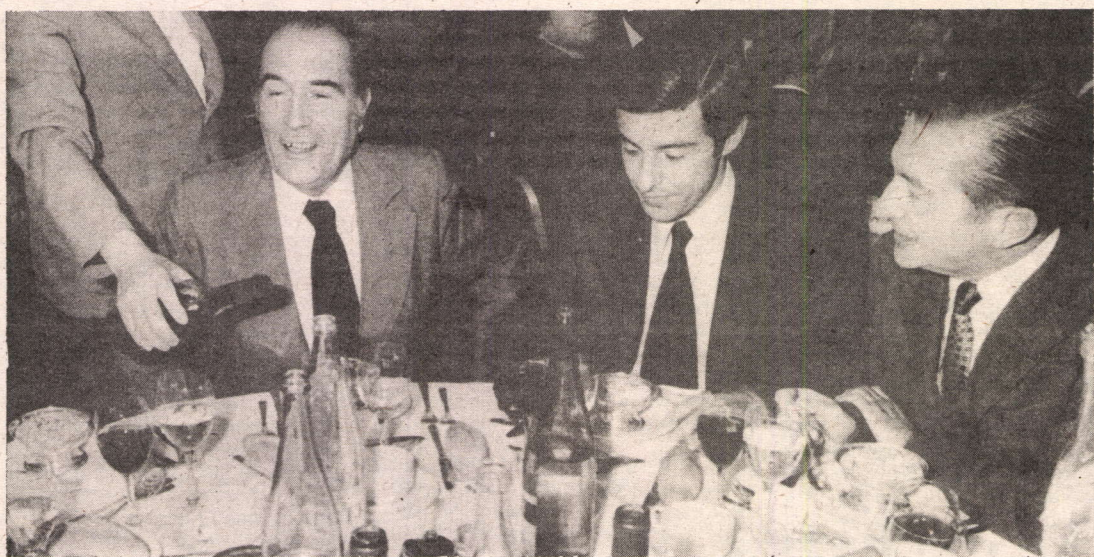
Il est bien incapable aujourd'hui d'empêcher les relations de Mitterrand avec le patronat. Comment pourra-t-il les empêcher, demain, alors que Mitterrand sera au gouvernement et donc aura, lui, plus de pouvoir ?

L'électeur du Parti Communiste qui voit avec une inquiétude et une méfiance légitime son parti glisser vers la droite, rejeter par-dessus bord le poing levé et le drapeau rouge, qui le voit faire des courbettes devant Mitterrand qui fait lui-même des courbettes devant le patronat, cet électeur communiste a-t-il les moyens, en votant PCF, de dire qu'il n'est pas d'accord, qu'il n'accepte pas cette évolution ? Non ! Le seul moyen de faire connaître au Parti Communiste son opinion, le seul moyen de tirer le Parti Communiste sur sa gauche, c'est de voter au premier tour pour le candidat révolutionnaire, pour le candidat de Lutte Ouvrière.

Si les voix qui se portent sur nos candidats au premier tour sont nombreuses, la droite comprendra l'avertissement. Elle comprendra qu'il y a des travailleurs qui n'accepteront pas sans broncher qu'on les bafoue et qu'on les dépouille. Et à gauche, le Parti Socialiste comme le Parti Communiste comprendront qu'ils ne peuvent pas tout se permettre, que des gens de leur bord, de leur camp, n'acceptent pas d'éventuelles trahisons.

Les voix qui se porteront sur les candidats de Lutte Ouvrière auront clairement le sens d'une menace pour la droite et d'une mise en garde pour la gauche.

Colette BERNARD.



Mitterrand festoyant avec J.-L. Servan-Schreiber, directeur du journal « l'Expansion », et P. Thomas, P-DG de Pechiney, lors du forum du 12 octobre. (Norma)

## L'expulsion des étrangers :

# Une arme contre les travailleurs

« En dix mois, de janvier à octobre 1976, près de 3 600 étrangers ont été expulsés de France en raison des atteintes à l'ordre public qu'ils avaient commises ». Telles sont les indications publiées par le ministère de l'Intérieur. 3 600 expulsions en 10 mois, c'est-à-dire douze par jour ! Voilà qui éclaire d'un jour différent les grandes phrases de nos gouvernants sur la « démocratie française » ou sur « la France - terre

d'accueil » !

On sait ce que Poniatsowski a l'habitude d'entendre par « atteinte à l'ordre public ». Bien sûr, parmi les expulsés, on trouvera certainement quelques gangsters internationaux ou quelques trafiquants.

Mais il y a surtout tous les travailleurs immigrés qui ont osé protester un peu trop fort contre leurs conditions de logement et

de travail, ou tout simplement contre le racisme.

Qu'on se souvienne de la récente grève des loyers dans les foyers SONACOTRA, au cours de laquelle plusieurs travailleurs qui s'étaient mis en avant avaient été expulsés. La menace de l'expulsion plane constamment sur la tête des travailleurs immigrés. Non seulement ils sont les plus mal payés, ils font les travaux les

plus pénibles ; non seulement ils sont les plus mal logés ; non seulement ils sont en butte au racisme, mais encore il faudrait qu'ils se taisent !

Mais pourquoi les étrangers n'auraient-ils pas les mêmes droits que les Français ? Pourquoi n'auraient-ils pas le droit de dire ce qu'ils pensent et de lutter pour défendre leurs intérêts et leurs aspirations, sans risquer

de se retrouver à la frontière ? Qui cela gênerait-il, sinon les patrons et les gouvernants ? Ce sont eux seuls qui ont intérêt à maintenir les travailleurs immigrés en tutelle, comme ils souhaitent limiter les droits de tous les exploités.

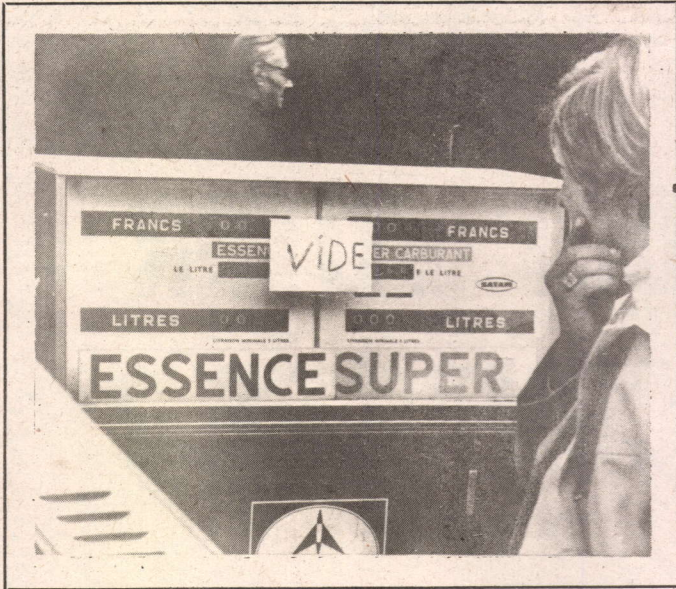
Les travailleurs ne connaissent qu'une seule catégorie d'étrangers : ceux qui vivent du travail des autres, les patrons.

C. C.



## Essence :

# Haro sur le pompiste



(AFP)

Après l'augmentation de 29 centimes par litre du prix de l'essence, la presse s'en est prise avec une certaine véhémence... aux pompistes !

L'Etat s'est mis lui-même en campagne, le lundi de la Toussaint, pour traquer le pompiste qui n'aurait pas vraiment vendu toute son essence, ou qui aurait même fermé carrément ce week-end, après avoir rempli ses cuves.

C'est ce qu'on appelle détourner l'attention, truc bien connu des brigands, qui crient volontiers « au voleur ». Car c'est l'Etat qui organise le racket à grande échelle que représente la hausse énorme des taxes sur l'essence. Et

c'est bien l'Etat qui, en décidant qu'entre lundi 23 h 59 et mardi 0 h 01, le prix de l'essence augmenterait de 29 centimes, a permis que certains pompistes aient l'idée de gagner quelques billets de 100 F supplémentaires en stockant leur essence...

Oui, si quelques pompistes ont pu détourner un peu, une fois, c'est parce que l'Etat a décidé de détourner tous les jours des sommes toujours plus colossales, prises dans le porte-monnaie du contribuable automobiliste, et qu'il distribuera largement aux capitalistes.

Ce même Etat prépare d'ailleurs une nouvelle hausse du

prix du carburant, au bénéfice des trusts pétroliers. Ceux-ci ont pourtant dû empocher une bonne partie des 29 centimes supplémentaires par litre d'essence, lors du fameux week-end de la Toussaint, ne serait-ce que parce qu'ils contrôlent tout le réseau des stations-services.

Mais on peut être sûr qu'en ce qui concerne ces trusts pétroliers, l'Etat ne les livrera pas de la même manière à la vindicte populaire si, comme d'habitude, ils réalisent lors de la prochaine hausse un fabuleux bénéfice supplémentaire sur l'augmentation de la valeur de leur stock.

Roger PERIER.

## 12 travailleurs du "Parisien Libéré" sont traités de voleurs

Ils étaient douze la semaine dernière à se retrouver dans le box des accusés, sous l'inculpation de vol (le jugement sera rendu le 3 décembre). Douze travailleurs qui crièrent leur indignation : « Je suis un travailleur et pas un voleur » ; « J'estime être en légitime défense. Je me présente devant vous comme une victime et non comme un coupable. C'est Amaury qui devrait être ici ! »

Mais M. Amaury est intouchable. Depuis vingt mois que dure le conflit, le syndicat du Livre CGT a déposé de multiples plaintes contre M. Amaury, tant auprès des tribunaux civils qu'auprès des Prud'hommes. Aucun de ces procès n'a abouti jusqu'à ce jour.

Par contre le licenciement des 650 travailleurs du Parisien a été

autorisé par Michel Durafour, ex-ministre du Travail. Et, après le gouvernement, c'est maintenant la justice qui s'occupe des licenciés. On voudrait les punir d'avoir continué à lutter pour garder leur travail.

Ils sont traduits en justice comme des voleurs parce qu'ils ont déversé sur la chaussée des exemplaires du Parisien Libéré, alors que dans le même temps Amaury, qui a jeté 650 travailleurs sur le pavé, ne risque rien ! La voilà bien, la justice de classe ! Elle ne défend pas le droit des petites gens. Elle défend uniquement la propriété des riches.

Et les magistrats ne se contentent même pas d'appliquer une loi injuste. Ils y ajoutent une hargne de classe. Comme le faisait remarquer le Syndicat de la Magistrature, entre plusieurs mo-

tifs d'inculpation possibles, c'est l'accusation la plus infamante qui a été retenue, celle du vol. Pourtant, il est évident que, si les travailleurs ont voulu s'opposer à la diffusion du Parisien Libéré, ils se souciaient bien peu de voler ces journaux. Mais, par cette accusation de vol, les juges transforment volontairement une action revendicative en action de malfaiteur.

Amaury s'estime lésé dans ses droits de propriétaire de journal. Pourtant, s'il fallait vraiment rendre à chacun ce qui lui appartient, c'est aux travailleurs qu'il faudrait rendre le journal et laisser à Amaury ce qui lui revient : les idées crasseuses qui noircissent les colonnes du quotidien qu'il dirige.

Yvette BLONDIN.



La preuve même que les « Parisien Libéré » d'Amaury n'ont pas été volés.

(Sipa)

## L'affaire Tazieff : " Il a dit la vérité. Il a été exécuté "

La radiation du vulcanologue Haroun Tazieff de ses fonctions de chef de service à l'Institut de Physique du globe est « justifiée » de curieuse façon. Selon le directeur de l'Institut, cette décision est « motivée par le refus de M. Tazieff d'assurer les responsabilités de sa charge, à la demande qui lui en avait été faite à plusieurs reprises... ».

A cela Tazieff a répondu fort justement que « c'était un règlement de comptes » et que ses supérieurs hiérarchiques n'avaient « pas accepté le démenti donné par le volcan ».

Il convient de rappeler qu'en juillet-août dernier, lors du début de reprise d'activité de la Soufrière à la Guadeloupe, Tazieff déclarait qu'on était loin de l'éruption, alors que les membres de l'Institut parlaient de « 30 mégatonnes stockées dans le volcan », ce dernier « risquant d'exploser dans les vingt-quatre heures, libérant des nuées ardentes dévastatrices ».

Ils se sont trompés. Ce point de vue a justifié l'évacuation de 70 000 personnes de la zone déclarée dangereuse, et surtout a excusé l'imprévoyance et la précipitation de cet exode.

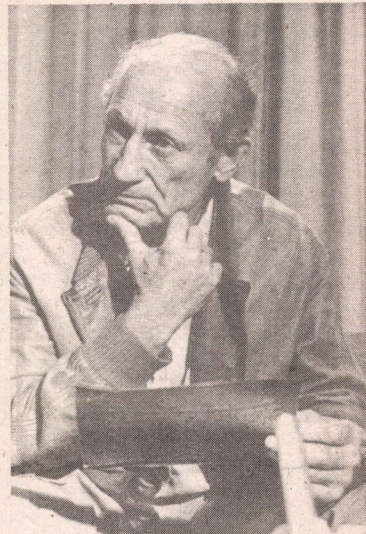
Maintenant que la population rentre chez elle, parce que le temps passé confirme la justesse du diagnostic de Tazieff... on le licencie !

On dit qu'il s'agit d'une « querelle de savants ». Et sans doute des « savants », vexés d'avoir eu

tort, se vengent-ils basement... soulignant par la même occasion leur bêtise.

Mais cela prouve aussi que, dans notre société, il ne suffit pas d'avoir raison. Et qu'il vaut mieux avoir le pouvoir de décision.

I. B.



Haroun Tazieff : il a eu tort d'avoir raison. (AFP)

## A partir de quelle fortune est-il permis de frauder le fisc ?

Le professeur Morel-Fatio, spécialiste de la chirurgie plastique, comparait devant le tribunal de Paris pour une fraude fiscale d'un million de francs sur cinq ans, c'est-à-dire environ 17 000 F par mois sur cette période.

Pour pouvoir dissimuler une telle somme, il faut évidemment disposer de jolis revenus.

Mais, si le professeur Morel-Fatio est manifestement un privilégié, son malheur est de ne pas avoir été un assez gros capitaliste. S'il avait été bien plus riche, il aurait pu dissimuler au fisc des sommes bien plus considérables (Dassault aurait sous-traité une somme mille cinq cents fois supérieure). Et alors il aurait eu toutes les chances de voir jeter pudiquement un voile sur

l'affaire et conclure à une simple « évasion fiscale » qui, au pire se serait traduite par un « redressement fiscal », c'est-à-dire par un arrangement à l'amiable, bien plus avantageux, avec les services des contributions.

Les poursuites exercées sur des gens comme Morel-Fatio ne nous apitoient pas évidemment. Mais il ne faut pas en être dupe : elles ne servent qu'à jeter un peu de poudre aux yeux, pour faire croire à une soi-disant justice fiscale, alors que pendant ce temps les grands capitalistes continuent à pouvoir disposer librement du capital produit par les travailleurs et des subventions provenant des impôts.

Jean SANDAY.

## L'armée crée un "centre de relations humaines"

Il paraît que l'armée aurait créé depuis le 1<sup>er</sup> octobre un « Centre de relations humaines ». Les soldats du rang ont appris la nouvelle de la même façon que le public des civils : par la presse. Car, bien entendu, ce « centre » ne s'est guère manifesté autrement depuis sa création que par quelques communiqués de presse.

Ce ne sont pourtant pas les problèmes de « relations humaines » qui manquent à l'armée. Mais il faut croire que ces problèmes n'intéressent guère ledit « centre ». En tout cas, celui-ci n'est guère pressé de se pencher sur le sort de ces jeunes appelés que la Sécurité Militaire avait interpellés à quelques jours de leur libération, en octobre (en Alle-

magne), parce qu'un tract était paru, dénonçant les conditions d'existence dans leur caserne. Il y a tout à parier aussi que ce fameux « centre » n'est guère préoccupé par le fait que le père d'un chasseur alpin de Grenoble demande depuis plus d'un an une enquête sur les conditions dans lesquelles son fils et deux de ses camarades sont morts à l'armée.

Sur ces faits et sur de nombreux autres, ce « Centre de relations humaines » se tait. Il semble bien d'ailleurs que se taise soit sa seule et unique vocation. Ce qui, il faut bien le dire, ne surprendra guère de monde de la part d'une armée que l'on dit être une « grande muette ».

P. L.



# EDMOND MAIRE

## OUVRE LA

## CHASSE AUX

## SORCIÈRES



Du 28 au 30 octobre s'est tenu le Conseil national de la CFDT. Et, hors programme, les membres du Conseil national — et les journalistes présents à la conférence de presse tenue par Maire le 2 novembre — ont eu le droit d'entendre une violente attaque contre le gauchisme, le « basisme », et les « irresponsables » qui faisaient le jeu de l'ultra-gauche.

Pour s'attaquer aux gauchistes, Edmond Maire les accuse d'adhérer « à la CFDT avec un objectif bien précis : utiliser une organisation de masse à des fins qui n'ont rien à voir avec le syndicalisme » et de tenter « d'imposer leur vision dogmatique à l'ensemble en considérant (les autres) comme révisionnistes ou sociaux-démocrates ».

Cette véritable campagne — à laquelle Maire a donné la plus large publicité possible — vient après un certain nombre de manifestations de contestation à l'intérieur de la CFDT. Au con-

grès d'Annecy d'abord, en mai dernier, une opposition s'était cristallisée autour de six fédérations et unions régionales — et pas spécialement des « gauchistes ». Plus récemment, en octobre dernier, au Congrès de la fédération des Cheminots CFDT, au cours des premiers scrutins et avant que des arrangements puissent se faire, le congrès avait refusé de voter le quitus à la direction sortante et éliminé de la direction trois responsables, dont le secrétaire général sortant. Ceux-ci n'ont dû leur reconduction qu'à des manœuvres d'appareil.

Ces manifestations d'opposition et de grogne expliquent pourquoi Maire s'est attaqué aux gauchistes et à tous les opposants, qu'il accuse de faire leur jeu. Maire s'en est pris au « basisme », c'est-à-dire à l'attitude des militants qui cherchent à avoir l'appui de la « base » et pour cela, d'après Maire, « de-

viennent une masse de manœuvre de l'ultra-gauche »... contre l'appareil, aurait-il pu ajouter.

La CFDT — qui, en temps ordinaire, ne répugne pas à se donner des apparences démocratiques et radicales pour faire pièce à sa puissante concurrente, la CGT — n'éprouve nulle envie de voir les membres de l'appareil être à la merci d'oppositions sans grand lien entre elles mais capables de se conjuguer en certaines circonstances.

D'autant plus qu'il y a la proximité des échéances électorales de 1978, c'est-à-dire la possibilité, pour la gauche, d'accéder au pouvoir. Dans cette éventualité, la CFDT — tout comme la CGT d'ailleurs — aura son rôle à jouer : dans le maintien de l'ordre social. Elle devra alors user de son influence pour faire en sorte que les travailleurs acceptent sans réagir, sans revendiquer, les mesures d'un gouvernement de gauche.

Et c'est dans cette optique qu'il lui faut, aujourd'hui, songer à mettre un peu d'ordre dans ses rangs : s'attaquer bien sûr à tous ceux qui pourraient s'opposer à sa politique, mais même à tous ceux qui, simplement, risquent, par une attitude de critique « irresponsable », de remettre en cause l'orientation de la centrale, en frayant la voie à la critique de la base. C'est le sens de l'avertissement que Maire lance à la tendance que l'on dit proche du CERES. La logique de la politique de la direction cédétiste a conduit à adopter les mêmes méthodes de fonctionnement que la CGT. Pour que la démocratie ouvrière ne puisse pas se faire jour, il lui faut dès maintenant s'opposer à la manifestation... de la démocratie syndicale. En tout cas, seize mois, c'est semble-t-il le délai que Maire s'est donné pour normaliser la CFDT d'ici 1978.

Jean-Jacques LAMY.

## La CGT, le PCF et le meeting contre les emprisonnements politiques



Séguy était-il vraiment fâché de la poignée de main de Juquin à Pliouchtch ? (Ph. AFP)

La participation du Parti Communiste Français à un meeting de défense des prisonniers politiques d'URSS et d'autres pays, le 21 octobre, avait surpris. C'était la première fois que le PCF faisait un tel geste.

Pour nouvelle qu'elle soit, une telle attitude s'inscrivait dans la logique d'une politique qui vise à prouver à la bourgeoisie française que le Parti Communiste est un parti parfaitement respectable (aux yeux des bourgeois) et capable d'accéder à la direction des affaires politiques de cette même bourgeoisie en 1978...

Mais, alors que d'habitude, la CGT reflète fidèlement, dans le domaine syndical, les positions politiques du Parti Communiste Français, cette fois-ci, elle a choisi d'apparaître en désaccord avec le PCF, en refusant de participer à un meeting ou, dit-elle, étaient mis « sur un même plan les gouvernements des pays socialistes et ceux des pays fascistes ».

Désaccord entre le PCF et la CGT ? Ou accord secret pour... ne pas paraître d'accord ? La deuxième explication n'est pas, en tout cas, la moins vraisemblable.

En effet, les dirigeants du PCF — qui sont aussi ceux de la CGT — étaient, dans cette affaire, tiraillés. Ils avaient envie d'un côté de faire un

geste spectaculaire de désaveu de l'Union Soviétique en participant à ce meeting. Mais, d'autre part, il était gênant pour le PCF et la CGT d'apparaître comme cautionnant une initiative politique à l'origine de laquelle se trouve un comité soutenu par des organisations et personnalités d'extrême-gauche.

En effet le Parti Communiste Français — il vient de le rappeler par la bouche de G. Plissonnier — ne tient pas à être considéré comme une simple « force d'appoint » pour une initiative gauchiste.

Car à quoi bon désavouer l'URSS si, dans le même temps, le PCF apparaît sensible à la pression politique de l'extrême-gauche ?

Finalement, il est donc bien logique que les dirigeants du PCF et de la CGT se démarquent à la fois de l'Union Soviétique et des organisateurs d'un meeting situés sur leur gauche et adoptent une position apparemment contradictoire.

Evidemment, aux yeux de la bourgeoisie, cela atténue la portée du geste du PCF. Mais les dirigeants stalinien peuvent toujours se consoler en pensant que la position de la CGT aura aussi permis de laisser croire à l'indépendance de la direction de ce syndicat vis-à-vis de celle du PCF.

Pierre LAFFITTE.

### Dans Syndicalisme Hebdo

(Numéro daté du 5 novembre) Dans l'éditorial de ce numéro, Edmond Maire donne ses conseils en ce qui concerne les gauchistes :

« Il faut les juger en fonction de trois critères : les atteintes à la démocratie syndicale, la baisse du nombre des adhérents dans une organisation, et l'existence d'un comportement de type léniniste, contraire aux règles de l'autonomie syndicale. (...) »

Quand ces trois conditions se trouvent réunies (...) aucune faiblesse ne doit alors être admise : il est indispensable de prendre les moyens qui s'imposent pour sauvegarder

notre liberté de détermination. (...)

L'enjeu de la période est clair. En cas de victoire de la gauche, nous nous refusons à être de simples comparses, soit de l'extrême-gauche, dans une attitude de débordement, soit des grands partis de gauche, dans une attitude d'intégration. »

La référence aux grands partis de gauche n'étant là que pour donner le change (Maire n'a-t-il pas lui aussi, pris position en faveur d'un « grand Parti Socialiste »), cela signifie que désormais la chasse aux gauchistes est ouverte.

## BERGERON S'EN VA-T-EN GUERRE

« La grève », voilà un mot qu'on n'avait pas entendu depuis longtemps dans la bouche de M. Bergeron. Le 7 octobre, il avait tenu bon sur sa position anti-grève, même s'il avait admis que certains syndicats aient pu se joindre au mouvement.

Aujourd'hui, c'est à l'EGF que Bergeron menace de mettre le feu aux poudres si le gouvernement dénonce le contrat sur les salaires. Ces fameux contrats, aux dires du gouvernement comme de FO, devaient rendre la grève inutile, puisqu'ils étaient sagement négociés entre « parte-

naires sociaux ». Mais voilà que l'heure est à l'austérité sans fard. Alors, adieu les contrats. Le gouvernement ne veut même plus discuter pour quelques miettes de plus ou de moins. Il y a de quoi se sentir lésé, quand on tient avant tout à jouer son rôle de bon « partenaire social ».

Mais si M. Bergeron a manifesté sa colère, c'est peut-être aussi qu'il subit, même de façon limitée, la pression du mécontentement des travailleurs. Son abstention le 7 octobre a été critiquée à FO, comme en témoignent les prises de position d'un cer-

tain nombre de syndicats FO.

Les déclarations de Bergeron ne sont peut-être pas étrangères aussi, à des préoccupations électorales. Un leader syndical raisonnable comme lui, membre du PS de surcroît, peut voir bien des perspectives s'ouvrir devant lui dans l'hypothèse d'un gouvernement de gauche. Mais à condition de se présenter, le jour J, avec une provision d'adhérents assez consistante. Et pour cela il faut bien, de temps en temps, faire semblant de se fâcher un peu.

Y. B.



## Appel du CAP

# CONTRE LA PEINE DE MORT

Le Comité d'Action Prisonniers (CAP) organise samedi 6 novembre à 15 heures, du Père-Lachaise à la place de la Bastille, une manifestation contre la peine de mort.

Le CAP rappelle que deux Gitans, Marcelon Borneich et Joseph Keller, attendent depuis plus de quatre mois la grâce hypothétique du président de la République.

La manifestation a déjà recueilli le soutien des organisations et groupes suivants : MAJ, Libre Pensée, le Réfractaire, le Collectif travailleurs-justice, Comité de lutte des handicapés, Mouvement français pour l'abondance et le socialisme distributif, Marge, Poing Noir, des Anars des banques, le Mouvement écologique, Ecologie et féminisme, Collectif travailleurs sociaux, Mouvement français contre la peine de mort, les Amis de la Terre, Charlie-Hebdo, Révolution !, LCR, OC Libertaire, Combat Communiste, PSU. Lutte Ouvrière s'associe à cet appel.

## Un enseignant, ancien détenu, est expulsé de la faculté

Jacques Lesage de la Haye, chargé de cours de psychologie depuis quatre ans à la faculté de Vincennes, se voit menacé aujourd'hui de perdre son emploi par Alice Saunier-Seïté. En effet une procédure a été engagée dans ce sens contre lui, à la demande du ministère, qui reproche à cet enseignant son passé chargé. En juin 1958, en effet, il avait été condamné à vingt ans de travaux forcés et c'est en prison même qu'il avait passé ses examens et réussi son diplôme. Mais c'est parce qu'il a été condamné de nouveau en janvier dernier à huit mois de prison avec sursis, à la suite de l'occupation de l'ambassade d'URSS pour la

libération de Pliouchtch, que l'affaire a éclaté. Le ministère a saisi l'occasion de se débarrasser de ce « gêneur ».

Le prétexte, bien sûr, en est la condamnation passée. Ainsi, on peut priver quelqu'un de son travail et écarter un enseignant dont la compétence professionnelle n'est nullement en cause, sur le simple motif qu'il aurait été condamné dans le passé.

Pourtant, quand on a « purgé sa peine », ne dit-on pas qu'on a réglé son compte avec la société ? Est-ce que Giscard lui-même n'a pas déclaré que les peines se suffisent à elles-mêmes ?

Faut-il donc que le casier judiciaire poursuive les anciens

condamnés et les empêche de trouver du travail selon leur compétence ou permette leur licenciement ? C'est comme cela sans doute que le ministère comprend la réinsertion sociale des anciens détenus.

Mais Alice Saunier-Seïté s'insurge. Elle trouve extraordinaire qu'on lui fasse des « procès d'intention » sur une telle affaire ! Soit, mais cela dépend-il de son ministère ou pas ? Est-elle d'accord pour qu'on expulse un enseignant de la faculté ? On ne demande pas mieux que de croire ses protestations. Qu'elle arrête donc la procédure engagée contre Jacques Lesage !

Cécile BERNIER.

## Royer licencie pour délit d'opinion

Depuis plus de trois mois, le Centre Dramatique de Tours est en conflit avec la municipalité. L'animateur de cette troupe de théâtre, dont les sympathies pour le Parti Communiste sont connues, est en effet licencié par Royer à partir du 1<sup>er</sup> novembre.

Voici des extraits de l'interview qu'il nous a accordée à ce sujet :

« Pouvez-vous donner les raisons pour lesquelles vous avez été licencié ?

— Les raisons, c'est le responsable de mon licenciement qui pourrait vous les donner, je ne les connais pas officiellement. Il y a un problème de réussite du Centre Dramatique, qui fait que les capitaux dont nous aurions besoin doivent augmenter d'une année sur l'autre. (...)

Et il y a un problème, je crois, pour appeler les choses par leur nom, de délit d'opinion. M. Royer me reproche des opinions, qui ne

sont pas les siennes, et de les avoir manifestées, d'ailleurs assez modestement. Je ne suis pas un militant, je suis un homme de théâtre qui a des opinions politiques, c'est tout. (...)

Où, les vraies raisons sont politiques, et puis, vous savez, on est à la veille d'échéances électorales importantes. (...) Il y a une offensive en règle contre les activités culturelles, et en particulier le théâtre qui véhicule tout de même — ce n'est pas la danse, ce n'est pas la musique — un discours politique. Même si le discours politique n'est pas direct (et personnellement je n'en suis pas partisan), il est certain qu'il en reste quelque chose, que le public qui sort de nos représentations, je ne sais pas comment il y rentre, mais il a peu de chances de ressortir électeur de Royer. (...)

— Que comptez-vous faire maintenant ?

— On continue. On avait décidé, quand j'ai appris mon licenciement, avec tous les copains concernés, que de toute façon on ne partirait pas et qu'on développerait une activité en Touraine. Et on a tout de suite d'ailleurs lancé les structures et proposé les spectacles et commencé à travailler. (...) Si nous étions partis, on ne parlerait plus de notre histoire depuis trois mois. (...) Les perspectives, c'est d'abord d'obtenir ma réintégration et de faire le maximum, d'occuper le Centre Dramatique tant qu'on pourra. Si M. Royer veut se payer le luxe d'envoyer un car de CRS à six mois des élections municipales, il en prendra la responsabilité. »

En attendant, les comédiens du CDT continuent à populariser leur lutte. Ils font signer des pétitions, organisent des manifestations et occupent une salle du théâtre.

## Non aux expulsions de logements !

Cela s'est passé mardi dernier à Labarthe-sur-Lèze. Un chômeur, sa femme et leurs sept enfants ont été expulsés de leur logement.

Un huissier et les gendarmes qui l'accompagnaient ont pénétré dans la maison, après avoir brisé les vitres. Ils en ont expulsé les occupants et ont fait emporter les meubles.

Mais ces messieurs n'aiment pas qu'on fasse de la publicité à leur sale besogne puisque le chef de famille qui allait chercher du secours a été attaché, menottes aux mains, aux grilles du jardin.

C'est absolument révoltant qu'on puisse ainsi jeter à la rue toute une famille.

C'est scandaleux, mais c'est

aussi révélateur de ce qu'est cette société, qui fait perdre leur gagne-pain à des milliers de travailleurs, pendant que les responsables du chômage, les responsables de la crise, les patrons, les Dassault se permettent de frauder le fisc de 1,5 milliard de francs, et en toute impunité.

Correspondant LO.

### VILLENEUVE-DE-GRENOBLE :

#### LES LOCATAIRES VEULENT SE FAIRE RESPECTER

Les locataires des HLM gérées par la société départementale des HLH de l'Isère (SDHLM) ne sont vraiment pas contents !

En effet, cette société vient de nous avertir du fait que, pour un seul mois de retard dans le paiement du loyer, nous nous exposons à une amende de 80 F et à la visite d'un huissier pour une mise en demeure, procédure qui peut aller jusqu'à l'expulsion. D'ailleurs, la SDHLM reconnaît avoir opéré six expul-

sions depuis le mois de septembre 1976.

De plus, elle exige des nouveaux locataires non seulement une caution financière équivalente à deux mois de loyer, mais aussi le cautionnement moral de la location par deux personnes différentes, autres que le locataire, ces personnes étant responsables en cas de non-paiement.

Or ces nouvelles mesures sont prises alors que seulement 8 à 10 % des loyers sont impayés. Ces chiffres sont considérés comme usuels.

(chiffres fournis par la SDHLM).

Dans la galerie de l'Arlequin (Villeneuve) à Grenoble, l'Association syndicale des familles, qui regroupe des habitants du quartier, a fait circuler une pétition protestant contre cet état de faits. Celle-ci a été largement signée, permettant la suspension d'une expulsion engagée sur le quartier. A présent, l'Association syndicale des familles tente de diffuser cette pétition dans l'ensemble des immeubles gérés par la SDHLM sur le département.

A l'Arlequin, nous ne nous laisserons pas faire !



Les expulsions : un procédé ignoble.

### UN SCANDALE LEGAL

A Bagnolet, une mère de famille devait 424 F à une société d'assurances. Elle a été poursuivie en justice. Elle n'avait, pour faire vivre ses quatre enfants, que les 1.400 F qu'elle gagnait en faisant des ménages.

En juin dernier, elle a réglé sa dette. Mais la procédure a suivi son cours et, aujourd'hui, c'est à 925 F que se montent les frais.

Vendredi après-midi, alors qu'il n'y avait chez elle que ses enfants, un huissier et un commissaire de police sont venus faire une saisie. Ils voulaient emporter le poste de télévision, des chaises, la cuisinière à gaz. Des voisins et l'adjoint au maire ont tenté de s'opposer à la saisie. Ils ont juste réussi à sauver la cuisinière, l'huissier ayant reçu le renfort de deux voitures d'inspecteurs et de trois cars de police.

Avec l'augmentation du coût de la vie et l'accroissement du chômage, de telles scènes sont de plus en plus courantes.

Face à ces méthodes, aussi scandaleuses que moyenâgeuses, la population ne peut compter que sur elle-même, sur sa propre organisation, sa propre mobilisation. Dans un certain nombre de cas, des huissiers ont d'ailleurs été mis en déroute par des comités d'accueil formés de ménagères, de travailleurs et de voisins. Et ce n'est pas nous qui déplorerons que cette pratique se développe.

M.M.



● Ainsi, la Société Générale peut dormir tranquille. Le fameux « gang des égouts » qui avait dévalisé les coffres-forts de la succursale de Nice ont été arrêtés.

Dans cette affaire, comme dans un certain nombre d'autres qui ont défrayé la chronique ces mois derniers, la dernière en date étant l'affaire Dassault - Vathaire - Jean Kay (où, rappelons-le, 800 millions d'anciens francs se sont volatilisés), on s'est donc aperçu que des hommes d'extrême-droite étaient impliqués.

Celui qui s'attribue la responsabilité de l'affaire, Spaggiari, est un ex-légionnaire d'Indochine, condamné en 1954 à quatre ans de travaux forcés pour une affaire de hold-up, et fervent militant de l'OAS à sa création. Il s'était depuis reconverti, paraît-il, dans la

## Truands ou militants d'extrême-droite ? la distinction devient de plus en plus subtile

photographie et l'élevage des poulets de basse-cour, sans cacher sa sympathie active pour l'extrême-droite.

Aujourd'hui, comme système de défense, il a choisi de dire que le butin a été partagé en deux parties : l'une est allée à ses com-

plices, des truands sans lesquels il n'aurait pas pu faire le coup, l'autre à une organisation d'extrême-droite, la Catena, qui se chargerait d'aider les réfugiés d'extrême-droite chassés de leur pays par des gouvernements « d'extrême-gauche ».

Nous n'avons évidemment aucun moyen de savoir, à Lutte Ouvrière, si l'argent du hold-up a effectivement été versé à une organisation d'extrême-droite ou pas — la mystérieuse Catena pouvant servir à masquer d'autres groupes bien réels. Tout ce que nous savons, c'est que Spaggiari et ses complices, même s'ils ont opéré pour leur propre compte, ont choisi là un bon système de défense. Car en France aujourd'hui, auprès de l'appareil d'Etat, des policiers qui s'occupent de leur affaire, des juges qui auront à la juger, et même des journalistes qui en parlent, il faut mieux être d'extrême-droite que truand. C'est plus respectable ! Même si c'est souvent la même chose.

Sylvie FRIEDMAN

### LES AMIS DU PRESIDENT

M. Galley, ministre de la Coopération, est parti inaugurer à Haïti une route construite grâce à des fonds que le gouvernement de Giscard destine à l'aide aux pays sous-développés.

Cette route, elle relie Port-au-Prince, la capitale, à une cité de villégiature pour riches touristes. C'est dire que la vie des quelque cinq millions d'habitants — dont l'immense majorité vit dans le plus extrême dénuement — ne va pas en être transformée !

Ce sont trois sociétés françaises (parmi lesquelles une filiale des ciments Lambert) — dont deux par l'intermédiaire d'une filiale haïtienne — qui ont assuré les travaux ; ce sont elles qui ont donc en fait empoché l'argent en provenance du « Fonds d'aide et de coopération ». En fait « d'aide aux pays sous-développés », il s'agit bien plutôt d'une subvention indirecte à des sociétés capitalistes françaises.

Quant à ce régime haïtien, qui entretient donc avec celui de Giscard les meilleures relations, eh bien c'est, malgré quelques vagues tentatives pour en libéraliser les apparences, l'une des plus féroces dictatures qui soit : où Jean-Claude Duvalier, digne successeur de son père, règne en maître absolu, grâce à la terreur que font régner sur une population misérable les sinistres « tontons macoutes », tueurs professionnels qui constituent sa milice particulière.

Voilà, entre autres, l'une des bonnes relations de notre président libéral avancé !

J.J.L.

## Mitterrand soutient la politique d'Israël : continuité "socialiste"

● « Les socialistes français n'ont pas de différences fondamentales avec le Parti Travailleur Israélien », « On ne saurait demander à Israël de revenir, sur tous les points, aux frontières de 1967 », « Nous avons (avec les dirigeants israéliens) des relations d'un caractère, sinon privilégié, du moins particulier ».

C'est Mitterrand qui parle ainsi à l'issue du voyage qu'il a fait en Israël à la tête d'une délégation du Parti Socialiste comprenant notamment Rocard et Defferre.

Ces déclarations n'étonneront personne. Le Parti Socialiste en général, et Mitterrand en particulier, ont toujours soutenu la politique des dirigeants israéliens. Socialistes français et travaillistes israéliens (le parti de Golda Meïr) sont membres de la même Internationale, l'Internationale Socialiste où se côtoient aussi le Portugais Mario Soares et l'Allemand Helmut Schmidt.

Ce voyage et ces déclarations sont plus qu'un symbole. Il y a vingt ans, le socialiste Guy Mollet organisait l'expédition de Suez. Une façon comme une autre de montrer que Mitterrand assure la continuité du Parti Socialiste, dans le camp atlantique, c'est-à-dire dans le camp de l'impérialisme.

J.L.



Mitterrand lors de son voyage en Israël.

(Ph. UPI)

### Selon que vous serez...

Une cinquantaine de jeunes Nord-Africains se sont couchés en travers de la chaussée, au lieu-dit La Rouquette, près de Rodez, lundi 1<sup>er</sup> novembre, rapporte l'Humanité du 2 novembre. Ils protestaient contre l'abandon des recherches de deux de leurs camarades, victimes d'un accident automobile la veille. Les eaux en crue de l'Aveyron avaient emporté la voiture et les deux passagers.

Selon les autorités locales, c'est le haut niveau des eaux qui rendait impraticables les recherches. Mais si les jeunes Nord-Africains ont manifesté, c'est parce qu'ils estimaient que le maximum n'avait pas été fait pour retrouver leurs camarades.

Et effectivement, on peut se demander si les mêmes autorités n'auraient pas déployé plus de forces, n'auraient pas fait preuve de plus de ténacité dans les recherches si les victimes avaient été de notables locaux, des personnalités, au lieu de simples immigrés.

J.V.

### BICORNES ET CULOTTES COURTES

Les polytechniciens de la promotion 75 ont été consignés à Palaiseau, pendant le week-end de la Toussaint jusqu'au déjeuner du dimanche. Motif : ils avaient osé protester contre le volume des cours obligatoires. Et comme l'administration n'avait accepté de supprimer qu'un seul cours d'informatique au lieu de réduire de quatre à trois les « blocs d'enseignement » comme le demandaient les élèves de l'X, ceux-ci se sont réunis en assemblée générale, sans autorisation bien sûr, et ont voté le boycott des cours scientifiques.

C'est pour avoir tenu cette AG « pirate » que l'administration militaire de l'X les a consignés tous, de même que trois des responsables de l'AG ont été mis aux arrêts de rigueur pour huit jours.

Voilà donc les polytechniciens, dont un bon nombre seront directeurs d'entreprise et généraux, sanctionnés comme des bambins parce qu'ils contestent et refusent de se plier au règlement militaire de leur école.

On ne peut leur souhaiter qu'une seule chose : qu'ils s'en souviennent lorsqu'ils en seront sortis et qu'ils se retrouveront à la tête d'une entreprise ou d'une armée.

C.B.



### A QUI PROFITE LE CRIME ?

L'immeuble dans lequel habite Le Pen, ancien candidat d'extrême-droite à la présidence de la République et leader du Front National, a été le théâtre d'un attentat à l'explosif. Cet attentat a provoqué d'importants dégâts, et blessé quatre personnes.

Le Pen a lui-même écarté la possibilité d'un attentat politique et donc d'un règlement de comptes dans les eaux troubles de l'extrême-droite. Il n'a même pas examiné celle d'héritiers frustrés de leurs espérances, et désirant se venger. Il a son explication : son parti mènerait actuellement une campagne contre « l'insécurité des Français et la lutte contre le crime ». Et cette campagne traumatiserait la pègre au point que celle-ci n'aurait pas hésité à utiliser les grands moyens pour faire taire notre preux chevalier de l'Ordre.

En somme la « réponse du berger à la bergère » comme le dit si élégamment Le Pen. Cette allusion à la vie pastorale est vraiment touchante. Notre bergère envisagerait-elle de s'exiler dans une contrée des Cévennes pour fuir ses ennemis ? Au quel cas, en guise d'étable, c'est un bunker qui lui conviendrait le mieux. Et, après avoir hérité des ciments Lambert, il dispose désormais de suffisamment de béton pour s'en faire construire un à toute épreuve.

Stéphane HENIN.



## LA SÉRIE CONTINUE

Deux incendies criminels ont été allumés pendant le week-end de la Toussaint dans deux hôtels meublés du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le siège du MRAP (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix) a lui aussi été victime d'un incendie criminel qui a causé d'importants dégâts matériels.

Ces incendies viennent s'ajouter à la liste déjà longue des incendies d'hôtels de travailleurs immigrés. Cela porte à neuf le nombre d'hôtels ainsi touchés en quelques mois.

Au début, la presse a expliqué que ces incendies étaient dus à la vétusté des locaux. Certes, le délabrement des hôtels de travailleurs immigrés n'a fait, dans la plupart des cas, que favoriser la propagation du feu.

Mais l'origine criminelle de plusieurs d'entre eux ne fait aucun doute. C'est ainsi que rue Tiphaine, on a retrouvé les conduites de gaz endommagées et, à proximité, le tournevis qui avait été utilisé pour les saboter. Et même les sinistres que la police ne reconnaît pas comme criminels sont suspects. Pour aucun d'eux l'hypothèse du crime ne peut être écartée.

Neuf incendies, près de trente morts, des dizaines de blessés en cinq mois, le bilan est très lourd et ne peut, de toute façon, être attribué au hasard, à la fatalité. La presse avait parlé de racket, mais aujourd'hui, la diversité des établissements frappés, hôtels mais aussi appartements, établit incontestablement l'hypothèse de crimes racistes. Tous ces actes sont-ils imputables à la même bande organisée, ou doit-on y inclure les actes d'individus contaminés par l'exemple des incendies racistes ? Cela au fond importe peu. La vérité est qu'il se trouve aujourd'hui en France des gens assez fous et racistes pour allumer des incendies dans les foyers et les hôtels de travailleurs immigrés, et pour récidiver.

Et ces incendies se déroulent sans que la police se soucie réellement de rechercher les véritables coupables, et de protéger les hôtels de travailleurs immigrés. Combien faudra-t-il d'incendies de ce genre pour qu'elle se décide à faire quelque chose ? S'il s'agissait de demeures de P-DG qui étaient ainsi la proie d'incendies répétés, cela fait longtemps qu'un système de protection aurait été mis en place et que tout aurait été mis en œuvre pour retrouver les coupables.

Mais quand il s'agit de travailleurs immigrés, la police se soucie bien plus de les interpellier dans le métro que de les protéger !

Anne SEVILLE.

### DES CONDITIONS DE LOGEMENT SCANDALEUSES

Les incendies dans les habitations de travailleurs immigrés ont déjà fait plusieurs dizaines de victimes, morts et blessés. Et si ces sinistres ont été si meurtriers, la responsabilité en incombe aussi aux pouvoirs publics et à cette société qui réservent les logements les plus insalubres, les plus vieux, ceux qui sont démunis de la moindre mesure de sécurité contre l'incendie (comme contre les autres risques d'ailleurs) aux plus pauvres et aux plus déshérités des travailleurs, principalement les immigrés.

Les chiffres sont parlants. En novembre 1975, plus de 5 % de la population immigrée vivaient encore dans des bidonvilles, des logements de fortune ou provisoires, 30 % vivaient en hôtel ou en meublé, alors que 6 % seulement occupaient une HLM. Sur quatre millions deux cent mille immigrés en France, un million vivent dans des logements insalubres et dépourvus de tout dispositif de sécurité. Plus de 11 % de ces logements n'ont même pas l'eau, 20 % n'ont ni W-C ni sanitaires, et 36 % ont des W-C mais pas de sanitaires. Au total, 68 % de ces logements ne disposent pas du plus élémentaire confort.

Quant aux garnis, on aura une idée de ce qu'ils représentent quand on saura que 91,1 % d'entre eux sont rangés dans la catégorie « eau seulement » et que aucun ne figure dans celle « tout confort ». Pour la plupart, ils sont classés « M » (« hôtels louant des chambres meublées comportant l'éclairage électrique et un moyen de chauffage, mais ne disposant pas d'eau courante »). Et ce sont plus de 50 % des travailleurs maghrébins et 38 % des africains qui vivent dans de tels hôtels ou dans des meublés qui ne valent pas mieux.

Rien de surprenant donc, dans de telles conditions d'inconfort, souvent sans même l'eau courante, si ces immeubles vieux, mal entretenus, où il arrive que l'on ait rogné sur tout pour gagner un peu de place et faire une chambre de plus, sans le moindre dispositif de sécurité, s'embrasent de bas en haut, bloquant leurs occupants au moindre début d'incendie. Et les trente morts de ces derniers mois sont aussi à porter au compte d'une société qui ose loger les travailleurs dans de telles conditions.

### DEUX MORTS DANS UN INCENDIE DE FOYER : 3.440 F D'AMENDE

Vingt-cinq amendes de 100 F, quarante-sept amendes de 20 F, c'est ce à quoi viennent d'être condamnés deux responsables d'une entreprise chargée de la construction du nouvel hôpital de Dunkerque. Sur le chantier, le 5 mai 1974, vers 2 h 30 du matin, un baraquement hébergeant quarante-sept travailleurs turcs et algériens brûle. Les travailleurs peuvent se sauver, sauf deux qui périssent dans les flammes. Les portes du baraquement étaient fermées à clef, il n'y avait pas de poste d'incendie, et aucun exercice de lutte contre l'incendie n'avait jamais été fait. Deux travailleurs ont peut-être payé ces négligences de leur vie. Pourtant, le tribunal n'a pas retenu les in-

culpations d'homicide involontaire, ni même celles concernant l'absence de poste d'incendie. Pour lui, les seules fautes commises par les responsables de l'entreprise SUPAE sont la fermeture des issues de secours et l'absence d'exercices d'incendie, et c'est pour ces seules raisons qu'ils ont été condamnés. Décidément, tuer des travailleurs immigrés ne coûte pas cher aux patrons, moins cher, à coup sûr que de prendre toutes les mesures de sécurité dans les foyers. Un jugement aussi « clémente » ne peut constituer qu'un encouragement aux propriétaires et responsables d'habitations insalubres pour continuer à négliger les questions de sécurité.



### Les incendies d'hôtels de travailleurs immigrés depuis juillet 76

— Le 30 juillet, incendie d'un hôtel rue des Petites-Ecuries, à Paris. 5 morts, 14 blessés.

— Le 1<sup>er</sup> août, incendie dans un hôtel rue Pajol. Un mort.

— Le 11 août, incendie de l'hôtel d'Amérique, rue de Rochechouart. 13 morts, 7 blessés. Le même jour, début d'incendie dans un autre hôtel à cent mètres du premier.

— Le 11 septembre, incendie d'un hôtel rue Tiphaine. 3 morts, 15 blessés. On a retrouvé des fentes dans les canalisations de gaz, qui ne laissent aucun doute quant à l'origine criminelle de cet incendie.

— Le 29 septembre, incendie d'un hôtel rue Blondel. 2 morts, 2 blessés.

— Le 14 octobre, incendie dans un foyer Sonacotra à Villejuif. 2 morts, 9 blessés.

— Le 31 octobre, début d'incendie dans deux hôtels meublés, rue de Provence et rue Joubert.

### INTERVIEW

● Amar est Algérien. Il vit depuis plus de vingt ans en France dont une dizaine d'années dans la région parisienne.

« Tu as vécu en hôtel ? »

— Oui, pratiquement toujours depuis que je suis à Paris sauf ces derniers mois où, grâce à des amis français j'ai pu trouver une petite chambre. Avant, je n'avais rien trouvé parce que, pour nous, les immigrés, il n'y a rien, rien n'est fait.

J'ai passé des années dans les hôtels pour voyageurs. C'était l'enfer. Les patrons nous viraient tous les quatre ou cinq jours parce que, s'ils nous gardaient trop longtemps, ils étaient obligés de nous louer la chambre au mois et ils y perdaient de l'argent. Alors, tous les quelques jours, il fallait prendre ses affaires et aller dans un autre hôtel. Pas moyen de faire sa cuisine, il fallait donner son linge à laver, il fallait aller toujours au restaurant. Je n'y arrivais vraiment plus.

Alors, j'ai fini par trouver une petite chambre au mois, toujours dans un hôtel. C'était un vrai cercueil. Elle faisait 1,80 m sur deux mètres. Il y avait tout juste la place du lit. Pas d'eau, pas de chauffage. Pour faire ma toilette, j'avais une cuvette et un bidon pour aller chercher de l'eau sur le palier. Il n'y avait même pas de fenêtre, juste un carreau qui donnait sur le couloir. Je payais 100 francs par mois.

— Que penses-tu des incendies de ces derniers mois ?

— Pour moi, c'est sûr, ce sont des racistes qui font ça. »



# dossier pédagogie

La pédagogie cautionne-t-elle  
les inégalités ou développe-t-elle  
les aptitudes des enfants ?

## QU'ESPÉRER DE LA PÉDAGOGIE DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE ?

● La pédagogie, c'est ce qu'on appelle la science de l'éducation, ou, plus modestement, l'ensemble des techniques éducatives.

Le système scolaire, dans la société actuelle, a pris des dimensions suffisamment imposantes pour que la population qui lui confie ses enfants attende légitimement de lui qu'il prenne en charge l'instruction avec un minimum de méthode, en ayant réfléchi sur les besoins des enfants, leurs capacités, leur diversité inévitable, en adaptant au mieux les conditions matérielles et humaines de l'enseignement, la formation des maîtres et les techniques d'enseignement dans le but de développer au maximum les capacités de chacun. Et on pourrait attendre de la pédagogie qu'elle ait pour tâche pri-

mordiale d'adapter en permanence le système scolaire aux besoins des enfants, en fonction des connaissances actuelles. Et ces connaissances sont loin d'être négligeables, aussi bien dans le domaine de la psychologie expérimentale (et particulièrement celle qui a étudié les différents stades d'évolution psychologique, motrice et mentale des enfants), que dans le domaine de la pédiatrie. Or, tout se passe comme si ces connaissances devaient rester du domaine de la théorie.

Car la pédagogie officielle parle avant tout des « inadaptations », des « échecs » des enfants devant le système scolaire, et en conclut qu'il y a des enfants doués, d'autres moins doués et d'autres pas du tout, et laisse entendre que cela suffit à

expliquer que certains, la minorité, puissent avoir accès à la culture (et à la place sociale qui y correspond) pendant que d'autres sont laissés en route pour aller plus ou moins tôt se faire exploiter.

Adapter les enfants à l'école, voilà à quoi se résume l'essentiel de la réflexion pédagogique bourgeoise. Mais par contre on n'entend jamais les ministres de l'éducation nationale poser le problème que ce serait peut-être bien le système scolaire qui est mal adapté. Sinon aux impératifs des économies budgétaires et à une société qui consacre le maximum de ses richesses à préserver les profits de quelques-uns, du moins aux besoins du meilleur développement humain et culturel des futurs hommes.

Ce n'est guère étonnant d'ailleurs. Car s'il existe des techniques pédagogiques particulières adaptées à des buts partiels et très limités, la pédagogie bourgeoise dans son ensemble n'a guère d'autre ambition que de faire la comptabilité des prétendues « aptitudes naturelles » des uns et des autres et de faire un état des laissés-pour-compte de l'enseignement.

Elle ne réserve finalement toutes les gammes de l'éducation qu'à ceux-là seuls qui sont « capables » de la recevoir, c'est-à-dire en somme à ceux qui sont déjà assez bien pourvus.

L'un dans l'autre malgré tout, avec ou sans pédagogie ambitieuse, l'institution sociale éducative de la société bourgeoise est assez bien adaptée... à la société

bourgeoise. Elle donne le minimum de culture nécessaire aux travailleurs et elle parvient à sélectionner ses cadres et à donner à ses élites une formation poussée dans des domaines particuliers, bref à reconstituer tout le capital humain indispensable pour conserver les mêmes rapports sociaux avec la génération suivante. Et tout ceci par le jeu automatique des pressions sociales qui sont bien plus fortes que les meilleures circulaires pédagogiques du monde.

Et la bourgeoisie pêche moins par la pratique d'une mauvaise pédagogie, que par le fait qu'elle est incapable de mettre sur pied une véritable science de l'éducation qui soit en rapport avec les gigantesques acquis scientifiques de cette société.

## ATTENDRE QUE L'ÉDUCATION CHANGE L'HOMME ?

● L'un des vieux rêves des hommes civilisés est de changer les hommes par l'éducation et de se servir à cet effet d'une pédagogie... idéale !

Mais ce que les pédagogues novateurs ont toujours oublié, c'est que pour changer les hommes il fallait commencer par changer les éducateurs, et qu'en la circonstance, la pédagogie n'en peut mais ! Car ce n'est pas l'éducation qui peut changer les hommes, mais la société. C'est pourquoi d'ailleurs les révolutionnaires n'ont jamais été des « pédagogues ». On ne supprime pas les classes sociales par « l'éducation du peuple ». Le problème de l'éducation, de son contenu et de son efficacité n'est pas un problème technique, de caractère pédagogique, mais un problème social et politique.

L'éducation sous toutes ses formes ne sert pas précisément à changer qui que ce soit. Par nature en effet, l'éducation et ses outils pédagogiques ont un caractère très conservateur.

Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement, quand il s'agit, sous une forme ou sous une autre, de transmettre à la génération nouvelle tout l'héritage de l'humanité depuis qu'elle existe, un héritage qui pèse de ses quelque dix mille ans (si on ne prend en compte que l'histoire de la société civilisée) sur les manifestations les plus diverses de la vie sociale. L'évolution humaine serait d'ailleurs inconcevable sans ce capital

humain gigantesque transmis fidèlement de génération en génération. C'est pourquoi finalement, malgré tous les efforts pédagogiques des hommes conscients, l'éducation s'est toujours élaborée quasi automatiquement, c'est-à-dire, pour l'essentiel, par les voies détournées et invisibles du langage, du mode de vie et de bien d'autres choses, plutôt que sous sa forme volontaire et consciente qu'est la « pédagogie ».

Bien sûr, dans les périodes d'évolution rapide de la société ou de bouleversements sociaux, les projets éducatifs et les théories pédagogiques ont fleuri : car c'est dans ces périodes que l'on se rend compte de la possibilité de l'existence d'un homme nouveau et de l'anachronisme du monde présent et du type d'homme qu'il modèle. Mais tant que la société n'a pas changé, les théories restent des théories et se satisfont parfois de terrains d'ex-

périmentation marginaux, ou de simples utopies plus ou moins littéraires. Et ce n'est pas par hasard si les théories pédagogiques sont au centre de toutes les utopies en général, et de celles des socialistes utopiques du siècle dernier en particulier.

On peut toujours reprocher à la pédagogie bourgeoise d'être conservatrice. Mais il faut reconnaître que c'est enfoncer une porte ouverte. Car si l'éducation bourgeoise et sa pédagogie sont conservatrices, ce n'est pas par manichéisme de la part des bourgeois, comme le croient naïvement bien des éducateurs gauchistes, mais tout simplement parce que cette éducation n'a d'autre fonction sociale que de reproduire les mêmes rapports sociaux.

Et s'il faut incriminer quelque chose, ce n'est ni tellement l'école, ni la pédagogie, mais la société elle-même.

Et c'est elle qu'il faut changer.

## La vie scolaire aussi aberrante que la vie sociale

La mère de Pascal, élève de 6<sup>e</sup> de CES :

« A l'école primaire, la classe était tout près. Maintenant, il faut qu'il se lève pour prendre le car à sept heures et il revient le soir à dix huit heures. Quatre jours par semaine, c'est dur ».

Si les enfants sont fatigués, cela tient évidemment en partie à la durée des trajets quotidiens qu'ils doivent accomplir, mais il y a surtout victimes, comme tous les écoliers de France, d'une répartition aberrante du travail scolaire.

Par bien des aspects, la semaine scolaire est soumise à l'organisation de la vie sociale et économique, et elle en partage les aberrations.

Au cours des week-ends prolongés, les gosses suivent leurs parents, et tous consacrent une grande partie de leurs « loisirs » à reconstituer leurs forces, car plus les heures de travail sont concentrées sur un nombre restreint de jours, plus la récupération est difficile, et cela est encore bien plus vrai pour les enfants. Quant à la coupure du mercredi, dont il est communément ad-

mis qu'elle est nécessaire pour rompre le rythme de travail de la semaine, elle n'est en réalité qu'un obstacle supplémentaire à un meilleur aménagement des horaires. Elle n'existe d'ailleurs dans aucun autre pays et résulte en France d'un compromis passé entre l'Eglise et l'Etat au début du siècle, réservant une journée à l'instruction religieuse.

Cette coupure a autant de « justification pédagogique » que les grandes vacances qui, en 1976, continuent à s'étaler sur deux mois et demi, uniquement parce que, dans la France agricole du siècle dernier, les écoliers devaient pouvoir participer, malgré la scolarisation obligatoire, à la moisson de juillet et aux vendanges de septembre.

L'organisation actuelle de la vie scolaire est exactement à l'opposé de ce qu'elle devrait être, puisque l'on sait que tous les apprentissages, intellectuels ou autres, exigent d'exclure pour être efficaces les trop longues journées de travail et les temps de pause excessifs, au cours desquels l'on oublie tout ce qu'on avait appris.

**Notre prochain dossier :**

**Espagne :**

**un an de juan-carlisme**



# dossier pédagogie

des conceptions

à celles des socialistes et

**L'éducation bourgeoise ou  
le poids de la tradition**

## L'avènement de la III<sup>e</sup> République et sa pédagogie à l'usage du peuple

Les instructions officielles de 1887 soulignent que l'enseignement primaire se borne essentiellement à apprendre aux enfants des classes populaires « ce qu'il n'est pas permis d'ignorer ». Le but avoué de la pédagogie n'est pas de transmettre la culture aux futurs travailleurs, mais avant tout de faire acquérir un certain nombre de mécanismes et de comportements qui les préparent à leur futur rôle d'exploités. L'instituteur doit « préparer et prédisposer en quelque sorte les garçons aux futurs travaux de l'ouvrier et du soldat et les filles aux soins du ménage et aux ouvrages de femme », disent les textes. Mieux, voici ce qui est dit de l'éducation physique : « Elle

donnera (...) cette dextérité de la main, cette promptitude et cette sûreté de mouvements qui, précieuses pour tous, sont plus particulièrement nécessaires aux élèves des écoles primaires, destinés pour la plupart à des professions manuelles ».

Et les instructions ajoutent : « Les élèves du primaire n'ont pas de temps à perdre en discussions oiseuses, en théories savantes ». Enfin, ces travailleurs ainsi formés ne seront pas détournés de leur noble devoir par leurs épouses, car celles-ci, mises en garde « contre les goûts frivoles ou dangereux », auront « les qualités sérieuses de la femme de ménage ».



## L'éducation de l'avenir : l'apport des idées socialistes et du mouvement ouvrier

### Les socialistes utopiques

La plupart des principes révolutionnaires de la pédagogie moderne ont été élaborés il y a plus d'un siècle par les socialistes utopiques tels que Fourier et son disciple Considérant ou encore Owen et Cabet.

Tous furent de virulents critiques de l'école de l'époque, comme par exemple Considérant s'adressant aux professeurs qui font traduire et retraduire des textes latins sur la liberté des Romains à des enfants enfermés huit ans de leur vie : « Grands sots imbéciles barbus... n'est-ce pas une torture et un supplice que cet emprisonnement de huit années sous lequel vous les tenez, eux dont les natures vives et alertes sentent mieux que vous et vos vieux Romains le besoin de liberté ? ».

Tous se méfiaient du respect de l'autorité dans l'enseignement officiel et remettaient en cause les maîtres et leur enseignement livresque. Ils proposaient un enseignement où les élèves s'enseignent les uns aux autres, et où le maître n'intervient que si nécessaire. Ils voulaient une éducation commune, égalitaire et unique, basée sur l'intérêt des enfants et d'où serait banni tout ce qui peut ennuyer ou dégoûter.

Owen, industriel du pays de Galles et socialiste ami de Marx, investit toute sa fortune dans son école mixte de New Lanark, où

il met en bonne place le jeu ainsi que la danse et le chant qui, dit-il « donnent à l'esprit la paix et la joie tout en le préparant de la meilleure façon à faire des progrès dans le domaine intellectuel. Vieille idée neuve reprise par les novateurs en pédagogie de tous les temps, des Grecs en passant par les humanistes de la Renaissance, que confirment d'ailleurs pleinement les observations actuelles de la psychologie expérimentale ».

Enfin, dans toutes ces théories, l'idée la plus féconde est l'association du travail manuel au travail intellectuel : « C'est dans les ateliers, les magasins et les champs que l'enfant s'habitue à peser, à compter, à mesurer... », dit Cabet, ce révolutionnaire de 1848 qui élaborait un projet de société communiste « Le gouvernement d'Icarie ».

Bien sûr, c'est en changeant l'éducation qu'ils pensaient pouvoir changer la société et en cela ils étaient utopistes. Mais en contestant le vieux monde avec audace et luttant pour un homme nouveau, ils furent des visionnaires de génie, et certaines de leurs idées fécondes influencèrent fortement Marx, Engels et Lénine.

### Le mouvement ouvrier en France et l'éducation

Le mouvement ouvrier s'est

toujours préoccupé d'éducation, de celle des travailleurs comme de celle de leurs enfants. Et ce n'est pas par hasard si avec la conscience de classe ont surgi les méthodes et les idées capables de révolutionner la pédagogie. Les militants ouvriers, comme Fernand Pelloutier par exemple, le créateur des Bourses du travail, ont tout de suite senti que ce n'est pas le syllabaire ou la table de multiplication apprise par cœur qui pouvaient suffire à ouvrir aux ouvriers les portes de la culture.

Marcel Martinet, internationaliste pendant la Première Guerre mondiale, sympathisant du mouvement communiste puis de l'opposition de gauche au stalinisme après la mort de Lénine, reprend l'idée de Pelloutier que « ce qui manque le plus aux ouvriers, c'est la science de leur malheur », c'est-à-dire, ajoute Martinet, « la justification et l'aliment de la conscience révolutionnaire ». Pour Martinet, cette « science » suppose une conception générale du monde. L'ouvrier doit chercher à connaître non seulement « la distribution des forces économiques dans le monde », mais aussi « l'évolution des âges antérieurs », ou encore l'art « ce rêve des siècles ».

Pour Martinet comme pour Albert Thierry, professeur et syndicaliste révolutionnaire, auteur de *Réflexions sur l'éducation* écri-

tes avant 1914, le savoir est une force et doit aider les travailleurs à transformer le monde et à bâtir la société nouvelle. Tous deux puisent d'ailleurs dans les traditions éducatives socialistes et ont comme préoccupation de lier le travail manuel et le travail intellectuel et de partir des centres d'intérêt fournis par la vie sociale elle-même.

En fait, tout ce qu'il y a eu de plus hardi dans la manière de concevoir l'éducation a été le fait de militants liés au mouvement ouvrier ou sympathisants du mouvement socialiste et communiste. Car les méthodes pédagogiques ne peuvent pas être séparées du but que se fixe l'éducation. L'école bourgeoise repousse d'instinct les innovations pédagogiques qui développent le sens critique et la conscience du monde. Par contre, ceux qui se fixent comme but l'émancipation de la société tout entière, la formation d'hommes libres et conscients, ne sauraient être trop hardis dans leurs méthodes.

Il est significatif à cet égard que le PCF, dès qu'il ne fut plus révolutionnaire, se soit complètement séparé de tous les novateurs en pédagogie, renouant avec les méthodes les plus conventionnelles aussi bien en URSS qu'en France, où les stalinien encensèrent l'école laïque bourgeoise avec toute sa mystification démocratique et laissèrent

aux instituteurs se réclamer de la tradition syndicaliste-révolutionnaire le monopole des idées subversives en pédagogie.

### La pédagogie Freinet

C'est dans le village de campagne où il fut nommé instituteur au retour de la guerre 1914-1918 que Célestin Freinet jeta les bases des méthodes pédagogiques qui portent désormais son nom.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, il sympathise avec le mouvement communiste, dénonce l'inefficacité de la discipline sans cesse imposée aux enfants, l'abrutissement du BA = BA et de la lecture collective à haute voix.

En 1928, il fonde la Coopérative de l'enseignement laïc, qui se proposait la coopération dans le travail, la primauté de l'outil et des techniques et enfin le respect de l'enfant dans son expression spontanée. Il est alors mis en congé...

Ce n'est qu'en 1935 qu'il réussit à ouvrir une école, qu'il peuplera ensuite de petits réfugiés de la guerre civile espagnole. En 1948, il crée l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM) qui expose ses principes pédagogiques dans la *Charte de l'école moderne* : « Nous nous appliquons à faire de nos élèves des adultes conscients et responsables, qui bâtiront un monde d'où seront bannis la guerre, le racisme et toutes les formes de discrimination et d'exploitation de l'homme ».

C'est une école qui se veut centrée sur l'enfant, dont elle permet la libre expression, renouant ainsi avec les traditions éducati-



# ns bourgeoises

## t du mouvement ouvrier



ves de la bourgeoisie révolutionnaire du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Aussi prometteuses et novatrices soient-elles, les recherches pédagogiques de Freinet ne pouvaient aboutir qu'à des résultats limités dans le cadre de la société capitaliste. Freinet, contrairement à la plupart de ses adeptes, était d'ailleurs le premier à l'expliquer, et ce n'est pas son moindre mérite : « L'école n'est jamais à l'avant-garde du progrès social, disait-il. Elle peut l'être en théorie — ce qui n'est jamais suffisant. Mais dans la pratique, son épanouissement est trop conditionné par le milieu social, familial et politique pour qu'on la voie jamais s'en dégager pour une hypothétique libération autonome ».

Bien sûr, à l'heure actuelle, les « méthodes actives » des adeptes du mouvement Freinet ne sont pas les seules méthodes pédagogiques novatrices. Mais c'est sans doute le mouvement Freinet qui est, du moins en France, le moins marginal et qui a bénéficié le plus de l'expérience de centaines de pédagogues sérieux et curieux des progrès de la psychologie expérimentale contemporaine.

**Sens de la coopération, apprentissage des rapports démocratiques, goût pour la lecture**

« Que changent les méthodes Freinet dans la classe ?

— Une institutrice de CM1 de l'ICEM :

— L'enfant apprend à organiser son travail. Il a plus l'esprit critique et le sens des responsabilités. Il acquiert le sens de la justice, de la camaraderie. On s'intéresse à l'autre, on l'aide en cas de besoin. Le groupe existe par la coopération dans le travail. Une équipe choisit un travail. Chaque enfant ou presque a une responsabilité. Le travail communiqué à la classe est suivi de critiques et de discussions.

Le « conseil de coopérative » est une réunion hebdomadaire où tout peut être remis en question. On y expose tous les problèmes. Il y a un vote. La décision est écrite. Moment difficile que tous attendent, car il permet souvent de régler des problèmes d'organisation de la classe et les problèmes entre enfants. Cela évite la passivité.

Je ne suis pas pour la non-directivité. Une organisation de la classe et le calme sont nécessaires, à condition qu'ils soient compris et décidés par les enfants. Et ce n'est pas si difficile.

— Un enseignant qui pratique la méthode Freinet la compare aux méthodes traditionnelles :

« J'avais un collègue qui n'utilisait pas la même méthode que moi. A la fin de l'année, on a voulu confronter les résultats en toute honnêteté. Pour cela, on a donné aux élèves des deux classes des albums « Père Castor » neufs. On a assisté à deux attitudes radicalement différentes devant la lecture. Tous mes élèves se sont jetés sur le livre et n'ont plus fait aucun bruit. Par contre, les autres attendaient qu'on les fasse lire. Si la lecture n'est que l'obéissance aux maîtres et rien d'autre, plus tard ces enfants ne seront pas des lecteurs. »

### Les bolcheviks et les tâches éducatives :

#### ● Les héritiers de la misère et de l'ignorance

Les bolcheviks avaient la lourde tâche de reconstruire l'école. Ils n'avaient plus de dossiers, plus de statistiques. Les enseignants refusaient de coopérer. La majorité de la population était analphabète et 80 % des enfants n'allaient pas à l'école. La déscolarisation n'était que le moindre des maux parmi ceux qui frappèrent une jeunesse victime de la famine, des épidémies, de la séparation des familles par la guerre.

Même si ce ne fut au début que sur le papier, l'école fut déclarée obligatoire, gratuite et mixte. S'appuyant sur les conseils pour l'éducation populaire et dans un bouillonnement de théories, il fallait s'engager dans la voie de la reconstruction de l'école pour que, comme le préconisaient les dirigeants bolcheviks, la population russe puisse enfin sortir de l'analphabétisme et de l'ignorance séculaires. Et c'est dans ce pays aux abois, aux prises avec mille difficultés, qu'allèrent s'engager de virulents et passionnants débats et qu'allèrent naître les expériences les plus variées en matière de pédagogie.

#### ● Pour ou contre une culture prolétarienne ?

Certains bolcheviks pensaient que, puisqu'il fallait rebâtir l'école, autant qu'elle donne une culture prolétarienne.

Bodganov, médecin, philosophe et ancien bolchevik, voulait construire du « neuf » correspondant à la nouveauté absolue d'une société collectiviste. Paouchkine expliquait, lui, que le prolétariat ne devait plus penser selon les « anciens chemins battus » mais devait créer son idéologie, l'idéologie collectiviste, qui devait être l'un des objectifs principaux de la nouvelle pédagogie. Polianski écrivait du Proletkult, l'organisation qui regroupaient les partisans de la « culture prolétarienne » : « C'est l'organe de la dictature du prolétariat sur le plan culturel, comme les soviets sur le plan économique ». Trotsky comme Lénine s'opposaient à tous ces théoriciens. Car, pour eux, la tâche de l'heure était de transmettre à la nouvelle génération les éléments les plus fondamentaux de la culture passée, la seule qui

existait réellement sans laquelle il était illusoire de vouloir former des hommes aptes à produire une culture de type supérieur. Et tous les prêches abstraits sur la culture prolétarienne et une pédagogie scolaire qui lui serait particulière relevaient pour les dirigeants bolcheviks de l'infantilisme de gauche.

#### ● Vers la mort de l'école ?

Les théoriciens les plus radicaux de l'URSS des années 1920 prônèrent la « mort de l'école », slogan du groupe appelé « Gauche de Moscou ». L'un de ses chefs de file, Choulguine, expliquait : « L'école dépérit en tant que telle et grandit pour devenir quelque chose de nouveau. (...) Les enfants travaillent dans les ateliers, les champs, les usines... et commencent à étudier partout. L'instituteur disparaît ». Pour Blonskij, l'école s'intégrait aux autres sphères d'activité de la société et à l'usine. Le travail et la vie collective ouvraient finalement sur la science et le monde.

Tous ces théoriciens gauchistes idéalisait les capacités de l'enfant à apprendre naturellement, au simple contact des adultes, et ils faisaient de l'éducation socialiste un problème résolu d'avance plus qu'à résoudre. Mais leurs projets, s'ils péchaient par optimisme, étaient résolument tournés vers l'avenir et visaient à transformer chez l'enfant l'intérêt individuel en aspiration collective. Et en compa-

raison, les théories actuelles d'un Illich sur la mort de l'école, prônant l'individualisme, le retour à la libre entreprise et l'éducation à la carte, font figure d'un piètre bricolage réactionnaire.

#### ● Makarenko ou la pédagogie en action

En pleine guerre civile, Makarenko prit en charge les jeunes délinquants qui erraient dans les campagnes en vivant de rapines.

A la Colonie Gorki puis à la Commune Dzerjinski, il va faire de jeunes voyous affamés des hommes cultivés et responsables. Il forgeait ses méthodes, confronté à la dure réalité sociale, et il n'hésitait pas à l'occasion à infliger une correction, malgré l'estime et l'affection qu'il portait à ses élèves. « La punition peut former un esclave, mais parfois un homme libre », disait-il.

Pour les colons, le travail était une nécessité vitale. Ils passaient cinq heures par jour à cultiver, forger, etc., quatre heures à l'école et le reste à des activités culturelles.

Makarenko refusait cependant toute fusion travail-enseignement, car il y voyait, non sans raison, un danger d'appauvrissement de l'enseignement. Convaincu à juste titre que le travail productif est le plus puissant facteur éducatif, s'il est source de joie et socialement utile, il misait sur la collectivité et sur le travail pour éduquer l'homme. Et ses résultats furent d'ailleurs assez éloquentes.





# dossier pédagogie

## l'école est-elle à la

### Que serait une école rationnelle ?

Voilà comment un pédiatre, Guy Vermeil, auteur d'un ouvrage intitulé *La fatigue à l'école* (1), trace les contours d'une école qu'il jugerait respecter les besoins physiologiques des enfants :

« L'école doit prendre en charge, au même titre que l'enseignement, les jeux, le repos, l'alimentation, en un mot la vie de l'enfant dans sa globalité. Il faut que l'enfant passe des journées dans un lieu où ses besoins normaux peuvent être satisfaits et où la préoccupation dominante, voire exclusive, n'est pas de lui faire ingurgiter du calcul et de la grammaire. Des conditions de vie normale, cela veut dire qu'il doit y trouver les locaux et les aménagements nécessaires pour jouer, pour se dépenser physiquement, pour se reposer, pour se nourrir, pour se laver, pour avoir des occupations artistiques ou artisanales, pour faire ou écouter de la musique, pour danser, pour lire, pour assister à un spectacle, pour se réunir avec des camarades, pour être soigné s'il est malade et, bien entendu, aussi pour travailler et s'instruire.

Ce lieu ne pourra plus s'appeler une école... Il sera ouvert de sept heures à vingt heures, étant entendu que les arrivées et les départs seront échelonnés selon les nécessités et les possibilités de la vie familiale... Si l'école, ou ce qui doit la remplacer, reconnaît et accepte pleinement son rôle d'accueil et d'éducation, et qu'elle s'équipe en conséquence, la partie scolaire proprement dite, que les

enfants ne fréquenteront que deux à cinq heures par jour en fonction de leur âge, ne représentera que le quart ou le tiers des locaux et installations nécessaires... ».

L'auteur dresse ensuite la liste du personnel divers et nombreux qui serait nécessaire avant de conclure :

« Pour réaliser la mutation radicale qui me paraît indispensable, il faut trouver de la place et de l'argent, beaucoup de place et beaucoup d'argent. Et cela prendra beaucoup de temps. Mais si on y parvient, on pourra fermer les trois quarts des maisons de repos, aériums et préventoriums pour enfants, les trois quarts des consultations et des établissements de psychiatrie infantile, la totalité des centres médico-psycho-pédagogiques, une bonne partie des services hospitaliers de pédiatrie et une moitié des services consacrés à la délinquance juvénile ».

En s'appuyant uniquement sur les besoins physiologiques de l'enfant, ce médecin, qui n'est pas un révolutionnaire, propose une éducation socialisée, de type bien supérieur à ce qu'offre l'école actuelle.

Mais tenir compte des besoins des enfants, la société capitaliste en est bien incapable.

Seule la société socialiste pourra faire passer ce type de propositions dans la réalité et, surtout, considérera comme socialement rentable de consacrer d'importants moyens matériels et humains à l'éducation.

(1) « La fatigue à l'école » de Guy Vermeil, Editions ESF, 37 F.

### EXTRAIT D'INTERVIEW D'UNE DIRECTRICE D'ECOLE PRIMAIRE DU 20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE PARIS

«... J'étais autrefois maîtresse d'application dans un quartier du 17<sup>e</sup>. J'étais spécialiste des cours préparatoires et même dans ces quartiers où les parents font lire les gosses, lire en un an, c'était du forçage. Sans parler des maîtresses qui,

laissant tomber les moins bons, mettaient leur point d'honneur à boucler le premier livre de lecture en janvier. C'est de la folie. C'est contre tout ce qui peut se dire en pédagogie. C'est pourtant ce qui continue à se faire. ».

### Apprendre à lire quand ? comment ?



(Ph. Norma)

Alain, élève de cours préparatoire : « J'ai envie d'apprendre à lire, parce que jusqu'à maintenant je ne pouvais que regarder les images des livres, et c'est une de mes sœurs qui devait me lire les textes ».

Oui, pour apprendre à lire, il faut d'abord en avoir envie. Voilà sans doute la meilleure méthode.

L'apprentissage de la lecture imposé comme un simple devoir comporte toujours le risque d'aboutir à un échec. Or tous les enfants normaux sont capables d'apprendre à lire et à bien lire. On a beaucoup polémique dans le passé pour savoir quelle était la « meilleure » méthode de lecture, la vieille méthode « syllabique » ou la méthode plus moderne dite « globale », ou bien encore un composé des deux, ou d'autres méthodes plus sophistiquées encore. Or des psychologues de renom, comme René Gazzo, ont fait des enquêtes statistiques qui ont montré que, quelle que soit la méthode employée, on avait toujours le même pourcentage d'enfants qui savaient bien lire ou mal ou pas du tout. Et, aujourd'hui, on a noté que les difficultés de lecture avaient quatre causes principales :

d'abord l'insuffisance du milieu culturel de la famille, l'inexpérience des maîtres, la surcharge des classes et l'absentéisme des enfants.

Comme tout apprentissage, celui de la lecture est une épreuve qui demande à un gosse des efforts considérables et il ne pourra vraiment les fournir que s'il ressent profondément le besoin de savoir lire. Le niveau culturel familial a donc, de ce point de vue, une très grande importance. Un gosse dont le père ou la mère lit souvent est beaucoup plus tenté de lire qu'un gosse vivant dans une famille où la lecture est quasi inconnue.

Le petit garçon qui a répondu à notre interview n'éprouverait sans doute pas avec autant de force le désir d'apprendre à lire si une de ses sœurs ne lui avait pas lu des textes. Elle lui a fait comprendre qu'il n'y avait pas seulement de belles images à découvrir dans les livres, mais également de belles histoires.

Comme quoi l'exemple pédagogique vient parfois des enfants.

Par ailleurs, l'âge de la lecture se situe pour la majorité des enfants entre six et six ans et demi. Mais une

minorité d'entre eux apprennent avant, une autre minorité après. La volonté de faire apprendre à lire prématurément, d'après les enquêtes statistiques faites actuellement, semble inefficace et même nuisible. En effet, on peut comprendre qu'un enfant qui bute sur une tâche qu'il ne peut surmonter, faute de moyens physiologiques et psychologiques suffisants, se décourage et se dégoûte ainsi de la lecture pour le moment où il aura précisément atteint la maturité nécessaire. En tout cas, d'après les recherches pédagogiques les plus récentes, il semble qu'en France on ait trop tendance à vouloir contraindre les enfants à lire précocement, et que ce nombre de « dyslexiques » (enfants qui souffrent de difficultés de lecture) est anormalement élevé. Un pays comme la Suède, qui a reculé l'apprentissage scolaire de la lecture de six à sept ans, a vu le nombre de ses « dyslexiques » diminué par trois et quasiment disparaître les redoublements dans la scolarité primaire. Ce qui milite apparemment en faveur de la thèse de ceux qui déconseillent tout apprentissage prématuré de la lecture.



# mesure des enfants?

## AVOIR LE DROIT DE JOUER

● La mère de René, élève de 6<sup>e</sup> d'un CES : « René peine à rester attentif longtemps. Dès qu'il rentre de l'école, je

lui demande de montrer son cahier de textes et le mets au travail. Mais de sa chambre, il voit ses copains qui jouent. J'ai

beau lui dire que plus vite il aura fini, plus vite il ira jouer, il reste des heures sur des de-

voirs simples. Même le mercredi. »

Le besoin de jeu est aussi important pour les enfants que le besoin de sommeil et de nourriture.

Chez un gosse, le jeu est une activité fondamentale et naturelle qui lui reste indispensable dans des proportions décroissantes pendant tout son développement. Il constitue même avant six ans le mode d'apprentissage naturel et prodigieusement efficace du monde environnant.

L'école primaire fait artificiellement du jeu et du travail deux formes d'activités tellement distinctes qu'elles sont nettement séparées dans l'emploi du temps scolaire, en laissant au jeu la portion congrue. Et il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'au sortir de l'école où l'enfant n'a pas son content d'activités ludiques, il ne soit guère capable de se mettre au travail.

Tous les maîtres qui ont la réputation d'être de bons pédagogues sont, en général, ceux qui savent faire jouer leurs jeunes élèves et jouer avec eux.

C'est par le jeu, et non par la contrainte, que l'on peut intéresser un jeune enfant. Le jeu

est capable de susciter chez un gosse des efforts surprenants et de mobiliser totalement son attention.

Qui, en effet, n'a constaté avec quelle application et quel sérieux jouent les enfants ? Un enfant de 6 ans peut, au point d'oublier ce qui l'entoure, rester absorbé pendant une heure par un même jeu. Pour un même type d'activité intellectuelle, il peut faire preuve d'intérêt pendant quinze minutes maximum, et souvent pas plus de cinq ou dix minutes.

On voit quel parti pourrait tirer la pédagogie d'une telle mobilisation naturelle des facultés enfantines, ce que pratiquent la plupart des écoles maternelles mais qu'on oublie dès la rentrée à la grande école. Et c'est dommage, car cette faculté d'apprendre en jouant que possèdent les enfants constitue un levier éducatif particulièrement puissant, parce qu'il permet à l'enfant de mobiliser totalement ses capacités intellectuelles.

C'est d'ailleurs dans certains jeux qu'à cette étape de leur développement les jeunes enfants prennent l'habitude de se dépasser eux-mêmes, de faire des efforts parfois intenses mais qui sont l'expression d'un besoin profond de leur évolution. Et cette capacité ne peut qu'aider à leur permettre ultérieurement de mobiliser toute leur énergie à des activités cette fois « sérieuses ».



(Ph. Norma)

## NOUS AVONS MÊME RENCONTRÉ DES ÉCOLIERS HEUREUX

● Sophie et Natalie, 12 ans, élèves de 5<sup>e</sup> au Lycée Voltaire, racontent leur ancienne école Vitruve, dans le 20<sup>e</sup>, école publique qui pratique des méthodes pédagogiques nouvelles :

Ce qui nous a plu : le travail de groupe, sans notes, les devoirs qui étaient faits en classe ensemble. On avait beaucoup de récréations et les jeux n'étaient pas individuels. Le travail s'effectuait le matin, et l'après-midi était réservé aux animaux, aux plantes et à l'aménagement de la classe; certains apprenaient à lire, d'autres dessinaient et le soir une équipe était désignée à tour de rôle par le conseil des élèves pour mettre de l'ordre et pour aider les femmes de ménage. Il y avait des discussions dirigées par les élèves et par Laurence, notre institutrice.

L'organisation des classes vertes : Giscard ne voulait payer qu'une seule classe verte par an pour tout l'établissement. Ainsi, nous étions obligés de gagner de l'argent par nos propres moyens.

Nous dessinions des cartes postales, nous faisions des émaux, des tissages (coussins, sacs, couvertures),

des animaux à roulettes, des puzzles en bois, de la couture que nous allions vendre sur les marchés, quelquefois à la sortie des usines, des hôpitaux, et nous avons fait du porte-à-porte aussi. Le 1<sup>er</sup> Mai, nous avons vendu du muguet. En classe verte, nous dormions sous les tentes que nous avions récupérées, nous prenions les douches tous nus, filles et garçons, car nous n'avions pas honte, ainsi que les monos. Nous avons enquêté sur le genre de vie des fermiers de la contrée. A la fin de la classe verte, nous nous sommes divisés en quatre groupes. Nous étions deux classes, mais pour nous c'était une seule classe. Chaque jour des équipes, à tour de rôle, faisaient le ménage, le repas, la vaisselle. C'est nous-mêmes qui avions fait les menus avant le départ.

En raid, nous avons étudié la nature et la vie des montagnards.

Quelle impression nous avons eue quand nous sommes entrées au lycée ? Au début, nous avons été impressionnées par la grandeur du lycée Voltaire. Et le monde qui y circulait. Ce qui nous a frappé ce sont

les règles, les nombreuses matières, les changements de classe, le matériel que nous devions acheter, le nombre de bureaux de surveillants et à la fois de commandements.

Dans notre ancienne école, nous tutoyions la prof comme un élève tandis qu'ici, nous vouvoyons les profs.

Au commencement, le 1<sup>er</sup> trimestre a été très dur,

mais on s'y est habitué. Et ça nous a plu, mais énormément moins que notre école.

Ce que l'on peut dire aussi, c'est qu'à Vitruve on nous a appris à aimer toutes les matières, aussi bien les travaux manuels, le dessin, la gym, que les langues ou le français. Et l'on s'est rendu compte qu'on nous a appris à Vitruve à aimer le travail.

## LA FAUSSE QUERELLE DES MATHS MODERNES

« Je ne peux même plus l'aider en maths. Car maintenant, avec les mathématiques modernes, je n'y comprends plus rien. »

Voilà bien un problème que se posent souvent les parents qui voudraient aider leurs gosses « mauvais en maths ».

Ce qu'on appelle sommairement les « mathématiques modernes » n'est qu'une façon plus généralisée, plus formalisée, plus dégagée des représentations concrètes et sensibles, en un mot plus abstraite, de présenter les notions mathématiques. Du point de vue des mathématiques elles-mêmes, c'est non seulement légitime, mais cela fait même partie de la démarche mathématique par excellence. Et il est normal que l'enseignement mathématique ait, entre autres, comme but de faire accéder les élèves à des niveaux d'abstraction et de généralisation de plus en plus poussés, du moins à partir d'un certain niveau.

Par contre, ce serait se tromper lourdement que de croire

que les « maths modernes » représenteraient par la même occasion une méthode pédagogique plus efficace, permettant un accès plus facile à l'abstraction mathématique. A cet égard, les « maths modernes » ne font plutôt que compliquer les choses, alors qu'on sait déjà si mal aider les enfants à passer du concret à l'abstrait, ce qui d'ailleurs reste une des démarches intellectuelles les plus difficiles et les moins familières aux adultes eux-mêmes.

Et le plus souvent, on en vient dans les écoles à l'absurdité suivante : on assène d'une façon aussi scolastique qu'aparavant des notions mathématiques encore plus inaccessibles aux capacités des enfants.

L'enseignement des maths modernes souffre exactement des mêmes tares que l'enseignement des « anciennes maths », et les problèmes « d'ensembles » peuvent être tout aussi soporifiques sinon plus que les problèmes de robinets.

## A vos marques

« Mon fils est lent. Il n'arrive pas à suivre, je suis obligée de le faire travailler chaque soir après la classe ».

Il est vrai que certains écoliers travaillent moins vite que d'autres, mais ils ne sont pas forcément lents en toute chose, ni à tous les moments de leur vie. Et faire une différence entre enfants lents et rapides ne signifie pas grand-chose.

Il y aurait moins d'enfants « lents » si on ne les obligeait pas à avancer aussi vite que leurs camarades et si ils parviendraient à d'aussi bons résultats s'ils disposaient du temps qui leur est nécessaire.

Ce n'est pas la rapidité d'un alpiniste, mais la sûreté de son pas et de ses mouvements qui préjugent de sa capacité à atteindre les plus hauts sommets.

Et pourquoi l'école ne reconnaîtrait-elle pas le droit à la différence ? Ne serait-il pas stupide d'imposer à deux hommes de tailles nettement différentes de marcher et courir du même pas ?

C'est une affaire de bon sens, d'un bon sens ignoré d'une école qui a depuis longtemps oublié cette maxime de J.J. Rousseau, que l'essentiel en éducation, c'est de savoir perdre du temps.



# dossier pédagogie

## Ce que proposent les pédagogues contestataires, à la place de la pédagogie bourgeoise, est-il toujours souhaitable?

Des pédagogues contestataires « radicaux », comme les deux sociologues maoïstes Beaudelot et Estabiet, auteurs de *L'école capitaliste* en France, expliquent que la fonction essentielle de l'appareil scolaire est de préparer idéologiquement la division de la société en classes sociales. Ce point de vue volontariste et manichéen les incite inversement à voir dans les chahuts, le langage ordurier et le fait de s'entêter à appeler par exemple un ampèremètre un « bidulomètre » autant de manifestations de « résistance à l'inculcation » culturelle bourgeoise ! Ils voient aussi la preuve d'une prise de conscience directement politique dans le fait que des apprentis aient répondu qu'ils « en avaient rien à foutre de l'enseignement général ». Voilà comment cette défense et illustration de la lutte contre la « culture bourgeoise » à l'école amène deux intellectuels contestataires tout droit à... l'obscurantisme.

D'autres pédagogues contestataires, sans accepter les caricatures précédentes, reprochent pêle-mêle à la pédagogie bourgeoise de « brimer les enfants », d'imposer une « pédagogie de l'effort », de ne pas respecter leur « vraie nature », d'empêcher les enfants de « manifester leur propre créativité », etc. Ils prônent souvent l'autoformation enfantine, le respect des « intérêts » et souvent la non-directivité.

En fait, il ne suffit pas à une pédagogie d'être « nouvelle » pour être bonne, ni de prendre le contrepied d'un préjugé de la pédagogie traditionnelle pour être dans le vrai, ni de se réclamer de la psychologie de l'enfant pour convenir mieux à l'enfant. Ces pédagogues contestataires ont une conception profondément idéaliste, eux aussi, de l'enfance et de l'éducation. Comme J.-J. Rousseau, il y a deux siècles, ils voient l'enfant comme un être naturellement bon, qu'une pédagogie « non directive » permettrait de se développer. Prôner la non-directivité dans l'enseignement revient à dénier aux adultes le

droit d'être un apport actif dans l'enseignement et l'éducation, ce qui est un non-sens. Et elle risque d'aboutir dans certains cas à des résultats totalement contraires à ceux souhaités : favoriser les enfants qui baignent déjà dans un milieu culturel et sont eux-mêmes capables de diriger leurs propres activités avant, et se refuser par contre à développer efficacement les capacités des autres.

De la même façon, partir en guerre contre une pédagogie de l'effort n'a pas guère plus de sens. Rien de plus faux que

de croire que l'éducation se fait toujours sans difficultés, qu'elle est un processus naturel et facile. L'éducation, justement, est l'un des processus humains les plus complexes qui soient. Une pédagogie de la grande tolérance n'est pas toujours très perspicace et, si les écoles traditionnelles rigides ne sont guère enthousiasmantes, les écoles totalement permissives peuvent être démoralisantes. Et ce type de bévues incite parfois à penser que, si la pédagogie bourgeoise est lourde de préjugés, elle est aussi lour-

de d'une longue expérience... contrairement à certains adeptes de la pédagogie « nouvelle ». Et c'est justement parce que l'éducation est un processus d'assimilation culturelle très riche, qu'elle requiert de la part de l'enfant (ou de qui que ce soit d'autre) d'intenses efforts individuels. Et en matière d'éducation, rien ne s'est jamais gagné par la facilité, bien au contraire.

Le problème de la pédagogie n'est pas de dispenser les enfants de l'effort ni de faire disparaître toute contrainte, mais

de leur donner effectivement le goût de l'effort intelligent et d'être ainsi aptes à se dépasser eux-mêmes et de goûter ainsi aux plus grandes satisfactions.

Car l'éducation, c'est rendre l'homme plus complet, plus riche, plus maître de lui-même, plus socialisé, plus apte à sortir de son environnement matériel et psychologique immédiat, plus apte à accéder à la maîtrise de la pensée abstraite, comme aux activités artistiques les plus variées.



## Quel avenir pour la pédagogie et l'éducation ?

Plus l'humanité progresse, plus est riche la pratique sociale accumulée par elle, plus s'accroît le rôle spécifique de l'éducation, et plus sa tâche est complexe. C'est pourquoi toute étape nouvelle dans le développement de l'humanité, comme dans celui des différents peuples, appelle forcément une nouvelle étape dans le développement de l'éducation. Le temps que la société consacre à l'éducation des générations montantes s'allonge. La relation entre le progrès historique et le progrès de l'éducation est si étroite que l'on peut sans risque d'erreur juger du niveau général de développement historique de la société par le niveau de développement de son système éducatif, et inversement.

Jusque-là, la division sociale du travail consacrée par la société de classes a eu pour conséquence que l'activité matérielle et intellectuelle, le plaisir et le travail, la production et la consommation étaient séparés et revenaient à des hommes différents. Par suite, alors que glo-

balement l'activité de l'homme s'était enrichie et diversifiée, celle de chaque individu pris à part avait plutôt tendance à se rétrécir et s'appauvrir. Cette limitation et cet appauvrissement pouvaient devenir extrêmes.

La concentration des richesses matérielles dans les mains d'une classe dominante s'est accompagnée d'une concentration de la culture intellectuelle. Bien que ses créations semblent exister pour tous, seule une infime minorité a les loisirs et les possibilités matérielles de recevoir la formation voulue, d'enrichir systématiquement ses connaissances et de s'adonner à l'art. Pendant ce temps, la masse de la population doit se contenter du minimum culturel nécessaire à la production de richesses matérielles.

L'homme ne naît pas doté des acquis historiques de l'humanité. Les acquisitions résultant du développement des générations humaines ne sont incorporées ni en lui, ni dans ses dispositions naturelles, mais dans le monde qui l'entoure,

dans les grandes œuvres de la culture humaine. Ce n'est qu'en se les appropriant au cours de sa vie qu'il acquiert des propriétés et des facultés véritablement humaines. Ce processus le place, pour ainsi dire, sur les épaules des générations précédentes et l'élève bien au-dessus du monde animal.

Mais, dans la société de classes, l'appropriation de ces acquis n'est possible que dans des limites misérables pour l'écrasante majorité des gens, et dans des limites plus ou moins étroites pour le reste.

Le développement dans l'homme de toutes les aptitudes humaines est-il un idéal accessible ? On a trop l'habitude de penser que ce sont les « aptitudes » scientifiques d'un individu qui seraient la condition de l'acquisition scientifique et de la même façon que c'est le talent artistique qui conditionnerait l'appropriation de l'art, et non pas l'appropriation de l'art qui serait la condition du développement du talent artistique.

On cite à l'appui de ce te façon de voir « l'aptitude » des uns et « l'inaptitude » totale des autres à telle ou telle activité, sans même se demander d'où viennent ces aptitudes.

Mais le vrai problème n'est pas dans l'aptitude ou l'inaptitude des gens à se rendre maîtres des acquis de la culture humaine. Le vrai problème est que chaque homme ait la possibilité pratique de prendre la voie d'un développement que rien n'entrave. Ce but est accessible. Mais il ne le sera que dans des conditions qui permettront de libérer réellement les hommes du fardeau du besoin matériel, de supprimer la division mutilante entre travail intellectuel et travail physique, et de créer enfin un véritable système d'éducation rationnel et conscient leur assurant un développement multi-latéral et harmonieux, qui donne à chacun la possibilité de participer en tant que créateur à toutes les manifestations de la vie humaine.



# lu avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt

N° 192 quotidien communiste révolutionnaire 1.50 F

**rouge**

## Le SWP dans les élections américaines

L'organisation américaine trotskyste le SWP (Socialist Workers Party) a présenté aux élections présidentielles, face aux candidats des deux grands partis, la candidature de Peter Camejo. Mais il présente aussi des candidats aux postes de grands électeurs dans 29 Etats. Dans son numéro du 29 octobre, Rouge relate ce qu'il a fallu comme efforts au SWP pour avoir le droit de présenter des candidats.

« New-York, Boston, Detroit, San Antonio, Los Angeles, la Nouvelle-Orléans, San Francisco, Chicago... la campagne de Peter Camejo et de Willie Mae Reid, candidats du SWP, organisation trotskyste américaine, connaît partout le même succès. Pour en arriver là, pour obtenir le droit de figurer sur la liste du scrutin le 2 novembre, la bataille a été rude, épuisante. D'un bout à l'autre du pays, plus de 600 000 signatures ont été collectées pour obtenir ce droit élémentaire : celui de faire entendre sa voix. Il en fallait 156 000 en Californie, où aucun candidat socialiste n'a pu participer aux élections depuis 40 ans : le SWP en a récolté 300 000, histoire de faire le compte et de s'assurer la victoire. Les 27 militants de San Antonio en ont ramené à eux seuls plus de 30 000 en trois semaines de travail intensif.

Le SWP figure donc au scrutin dans 28 Etats, deux de moins que le nombre originellement prévu. Mais élément plus important et surtout plus

significatif, le SWP est présent dans tous les principaux Etats, ceux à la population la plus importante. Or, aux Etats-Unis, les électeurs n'éisent pas directement leur président. Ils le font par l'intermédiaire d'un collège électoral formé de « grands électeurs » dont le nombre, dans chaque Etat, est proportionnel à la population de l'Etat par rapport au total du pays.

### En troisième position

Le candidat qui reçoit le plus grand nombre de votes en sa faveur se voit attribuer toutes les voix des grands électeurs de l'Etat. Or le SWP participe au scrutin pour un total de 373 grands électeurs, soit plus que McCarthy (319 électeurs dans 29 Etats, ou que le Parti Communiste Américain (282 électeurs dans 19 Etats). A dire vrai, le SWP participe au scrutin pour un total qui le place immédiatement en troisième position après le Parti Démocrate et le Parti Républicain, puisqu'il touche 70 % de l'électorat américain !

Le succès de la campagne du SWP ne se compte pas seulement, bien sûr, au nombre de voix. Bien qu'ils soient fiers des résultats obtenus, les militants du SWP attachent plus d'importance encore aux multiples témoignages de soutien dont leur campagne est l'objet. »

Dans son numéro du 2 novembre, Rouge publie un article de Camejo, dans lequel le candidat du SWP ré-

sume le programme qu'il défend au travers de sa candidature.

« Les grands débats » entre Ford et Carter n'ont fait que souligner le besoin, pour les travailleurs américains, d'entendre des idées alternatives. Cependant les Démocrates et les Républicains maintiennent le monopole des télévisions, des radios et des journaux. Des lois restrictives tentent d'empêcher tout autre candidat d'apparaître sur le scrutin.

Malgré tous ces obstacles, la campagne électorale du Socialist Workers Party a été la plus importante de son histoire. Nous avons présenté à des millions d'Américains une alternative socialiste. Nous avons défendu le « busing » et toutes les luttes pour les droits des Noirs; le droit des femmes à l'avortement et aux crèches gratuites; la ratification de la loi sur l'égalité des droits (entre les femmes et les hommes); du travail pour tous grâce à la réduction du temps de travail sans perte de salaire; l'échelle mobile des salaires; la suppression du budget militaire et l'utilisation de ces fonds pour les dépenses sociales; la fin du soutien US à Israël, à l'Afrique du Sud et à tous les régimes répressifs; le retrait de toutes les troupes US stationnées dans le monde; la fin de l'espionnage par la CIA et le FBI; enfin nous avons appelé les syndicats à rompre avec la politique capitaliste et à créer un Parti travailliste indépendant. »

N° 192 quotidien communiste révolutionnaire 1.50 F

**rouge**



## Il y a 20 ans la révolution hongroise

Dans son numéro du 28 octobre, Rouge publie un témoignage de Csongvai, ainsi présenté : « Fils d'un militant ouvrier de la Commune hongroise de 1919, membre du PC depuis l'âge de 18 ans, il fut l'un des dirigeants militaires de l'insurrection de Budapest. A ce titre, il a été condamné à mort par contumace ». Un témoignage qui montre comment la population ouvrière de Budapest s'est armée et s'est organisée pour faire face aux troupes russes.

« Le matin même (le 23 octobre 1956) sont apparus les premiers groupes armés. On utilisait certains chars immobilisés. Des ouvriers des environs de Budapest étaient arrivés en camions avec un chargement d'armes réquisitionnées. J'ai même vu apparaître, en ordre parfait, une unité de l'organisation para-militaire de la jeunesse avec leurs armes légères, pour lutter contre l'intervention soviétique. Les individus qui possédaient des armes se regroupaient et le lendemain il existait déjà trois centres armés.

Le premier autour de la caserne de Kilian dont les soldats s'étaient soulevés contre l'intervention soviétique. Le deuxième se trouvait dans le cinéma le Korvin et le troisième, que je dirigeais, était celui du 9<sup>e</sup> arrondissement, le détachement de la rue Tüszölto.

Parmi les insurgés, il y avait des individus isolés, incontrôlables. Mais la force essentielle de l'insurrection résidait dans quatre groupes armés. Qui étaient ces gens-là ? La presque-totalité avaient entre 16 et 22 ans et étaient des ouvriers. Et les quatre unités avaient leurs bases dans des quartiers ouvriers. Combien étaient-ils ? Environ 17 000 insurgés armés pour Budapest et leur force venait du fait qu'ils étaient dans ces quartiers ouvriers comme des poissons dans l'eau.

Ces gens-là étaient-ils des fascistes, comme on nous en a accusés ? Malgré les combats de rue, toute la propagande, on n'a pu présenter à la presse un seul fasciste, un seul contre-révolutionnaire, après les événements.

Après que, le 28, les groupes insur-



rectionnels eurent signé une « paix » sur la base des revendications populaires avec Kadar lui-même, sur la proposition du gouvernement, une direction des groupes est apparue. La force insurgée prit le nom de garde nationale et sa direction se composait de deux représentants de chaque groupe, plus deux représentants du gouvernement (dont le préfet de police Kopacsi), soit un total de dix personnes. Cette commission centrale de la garde nationale était donc composée de quatre membres du PC, dont le préfet Kopacsi; l'autre délégué du gouvernement, le général Kirai, n'était pas membre du PC. Les huit délégués des insurgés, dont je faisais partie, étaient élus par la base. L'une des premières décisions de cette commission fut de ne donner des armes qu'aux conseils ouvriers, dûment mandatés par l'ensemble des ouvriers. La perspective qui nous guidait était d'armer la classe ouvrière elle-même.

La perspective du gouvernement était évidemment d'essayer d'établir un contrôle sur la force armée ouvrière en l'intégrant dans les forces régulières. Dès le lendemain de la

création de la garde nationale, le gouvernement nous envoyait un officier chargé de nous proposer un « code organisationnel ». Sa proposition était que chaque groupe armé de quartier s'établisse dans un commissariat de police et que la nuit les armes y soient déposées. Par ailleurs le gouvernement proposait à chacun d'entre nous le titre de commandant. Bien entendu, nous avons refusé ces offres de « législation » des forces insurgées. A l'argument du gouvernement qui disait que, si on laissait dans la rue une masse armée, la politique du gouvernement se décidait dans la rue par la force des armes, à la différence que cette fois-ci, ce serait une majorité qui dicterait, les armes à la main, la politique du gouvernement. Le lendemain, l'officier revenait à la charge, prétendant que, si on laissait une force armée dans la rue, cela encourageait le banditisme. Notre argument fut aussi apolitique que le sien : « Eh bien, armons les futures victimes ». Cette fois-ci, on ne nous proposait plus le grade de commandant, mais celui de colonel, ce que bien sûr nous avons refusé. »



L'outil Révolution (organe commun à l'OC-GOP et à l'OC-Révolution) du 28 octobre publie un échange de correspondance entre les directions du PCRml (qui publie Le Quotidien du peuple) et de l'OC-GOP.

Rappelons que l'OC-GOP et l'OC-Révolution sont en cours d'unification et qu'elles publient en commun l'hebdomadaire l'Outil-Révolution.

Pendant un temps, le PCRml s'était rapproché de l'OC-GOP et de l'OC-Révolution. Aujourd'hui, c'est la rupture.

Lettre du Bureau politique du PCRml au Bureau politique de l'OC-GOP.

« Chers camarades,

Nous vous indiquons par cette lettre les décisions que le Comité central de notre parti a prises concernant les relations entre nos deux organisations, à la lumière des positions respectives adoptées par elles à l'occasion de la mort du camarade Mao Tsé-toung d'une part, d'autre part dans le contexte provisoire défini par votre projet de fusion avec Révolution et ses échéances proches. Ainsi le Comité central de notre parti a décidé de suspendre les relations au plan central entre nos deux organisations et les relations entre le PCR et Révolution.

1, Parce que l'unité minimale et possible entre militants se réclamant de la pensée Mao Tsé-toung n'a pu en aucune manière se matérialiser, dans la propagande et l'application comme dans la mobilisation, à l'occasion de la mort du camarade Mao Tsé-toung, et ceci non de notre fait, mais du vôtre, dans la mesure où vous avez cru bon, par vos initiatives unilatérales, tant à Paris qu'en province, souligner les divergences, plutôt que réaliser l'unité qui nous était proposée. (...)

2, Parce qu'il est très délicat d'engager des discussions sérieuses, débouchant sur une transformation commune de la réalité, avec une

## OC-Révolution, OC-GOP et PCR(ml)

### les difficultés de l'après-maoïsme... en France

organisation engagée dans les derniers degrés d'un processus de fusion avec une autre organisation et qui, de ce fait, va être amenée à rigoureusement redéfinir, en fusionnant, ses contours idéologiques, politiques et organisationnels, encore incertains. (...)

Aussi nous semble-t-il bien préférable dans l'intérêt même de l'avancée de l'unité, de suspendre les discussions entre nous au plan central et d'examiner leur reprise éventuelle une fois votre fusion avec Révolution réalisée. »

A cette annonce de rupture, l'OC-GOP répond de la façon suivante :

« A la suite des congrès des trois organisations (OC-GOP, Révolution, PCR) en juin, se dégageait un large accord sur les objectifs de la période. La formule « construire le front de lutte face à la crise » du PCR rejoignait la formule « construire le courant de la contre-offensive » que nous avions

formulée avec Révolution, surtout quand le PCR précisait que ce front n'était pas anti-révionniste mais anti-Giscard. Ainsi, au début de l'été, nous avons fait le point de nos engagements dans diverses coordinations contre les licenciements, contre la répression, dans les comités de chômeurs, etc. (...)

Depuis l'été, la révolte de la base de HR contre la ligne bourgeoise des dirigeants du PCMLF est patente. La tentation est forte d'aller repêcher quelques morceaux. Pour cela, il ne faut pas trop choquer la sensibilité de ces militants. (...)

Le PCR céderait-il à la tentation de rompre avec l'OC-GOP et l'OCR, pour « bouffer quelques pans d'HR » sur une base très floue ? Ce qui alimente la rumeur, c'est la réaction du PCR à la conférence ouvrière du PCMLF, qui vient de reconnaître le caractère « fondamentalement erroné et bour-

geois » de la ligne du PCMLF. Bravo, s'écrie M. Cluzot dans le Quotidien du peuple (12.9), on va pouvoir « réunir déjà deux des composantes essentielles du mouvement ML et la voie sera ouverte pour la réunification de toutes les composantes véritables ». Or Cluzot déclarait en juin 76 dans Front Rouge qu'il fallait choisir entre la GOP et HR. (...)

Nous posons cette question au PCR : cette démarche ne relève-t-elle pas plus de la tactique politicienne groupusculaire que de la méthode lutte-critique-unité ? Que dirait-on si nous ou l'OCR proposons la fusion à la LCR, pour profiter de sa crise qui n'est pas moindre que celle de l'HR ? »

Et la rédaction de l'Outil-Révolution ajoute en guise de conclusion :

« Le Bureau national de l'OC-Révolution souscrit aux appréciations portées par ce texte en particulier sur les motifs d'une interruption des relations politiques avec l'OCR et l'OC-GOP. Le mythe de l'unité des ML a la peau dure. Il est significatif que le PCR lui sacrifie l'unité d'action face aux échéances de la lutte de classe, et le débat politique qui devraient être réglés au sein de l'extrême-gauche. »

Le PCR d'une part, l'OC-GOP et Révolution d'autre part s'opposent aujourd'hui sur la signification des querelles de succession en Chine. Le PCR soutient Hua Kuo Feng, l'OC-GOP et Révolution ont pris le parti des quatre de Changai.

Mais, en fait de débat politique, ces trois organisations, après avoir sévèrement tancé ceux « qui se prononcent de manière irresponsable à partir des informations de la presse bourgeoise sur la Chine », ont maintenant emboîté le pas à l'un ou l'autre des clans en présence, sans autre explication et sans s'interroger le moins du monde sur l'origine et les causes de la crise.

## lu avec intérêt... lu avec intérêt... lu avec intérêt

### INFORMATIONS OUVRIERES734

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

### Un témoignage sur la vie de Boukovsky dans les camps soviétiques

Dans Informations Ouvrières du 27 octobre, un ancien compagnon de détention de Boukovsky (l'un des opposants au régime, emprisonné depuis des années), qui signe Echener, publie un témoignage sur les conditions de vie dans les bagnes d'URSS. Echener explique que Vladimir (Valodia) Boukovsky fut un jour expédié dans la « section disciplinaire » du camp.

« Le 5° coin, comme on appelait dans le camp la construction trapue de la section, fut encerclé de plusieurs rangs de barbelés et une haute palissade le sépara du camp.

Face à la chambre des gardiens, fut installée une petite cellule où l'on construisit deux établis de béton avec un étau : il fallait, à la main, découper une tige filetée en boulons. La norme était de 60 boulons par jour — alors que dans le camp qui était non loin de nous, à régime très sévère, il y avait des machines qui faisaient le même travail et dont le rendement était de 2 000 boulons par équipes. Les tiges étaient amenées de ce camp, et le résultat de la production y était ramené.

Le théâtre de l'absurde de Ionesco est largement dépassé. Cet absurde n'était pas un but — mais un moyen. Boukovsky n'accepta pas une seconde d'accomplir une tâche épuisante et — surtout — absolument privée de sens. Le travail devait être fait dans

ce réduit minuscule et étouffant, dans la poussière de métal accumulée, sans autorisation de sortie pour le déjeuner, qui était servi sur place, sur le lieu de travail. « Il y a eu des temps pires, mais il n'y en a pas eu de plus vils ». On a empalé des gens, on les a percés de bambous incandescents, on les a mis dans les trous à rats — Boukovsky, on le condamne simplement à une ration inférieure de nourriture, conformément au décret du Conseil des ministres de l'URSS n° 02215 de 1972, sur l'abaissement des normes de nourriture. La valeur de la nourriture allouée était de 5,20 roubles par mois — cinq roubles vingt kopeks par mois.

Volodia se mit à souffrir de cholécystite chronique. Le soir, sa température atteignait 38°. La doctoresse le nourrissait de cachets et levait les bras au ciel lorsqu'il était question de régime : « CE N'EST PAS ADMIS ». (...)

C'était au mois de mars 1974. Je ne me souviens plus sous quel prétexte je me suis retrouvé au cachot, séparé de Valodia par une cloison. Là, à l'aide du « téléphone » de cellule — les gobelets appliqués contre le mur — il m'a raconté son état. C'est là aussi qu'il m'a raconté que, avant son arrivée dans le camp, il avait fait étape à Moscou, où des membres de la direction centrale du KGB étaient venus le voir, en exigeant qu'il cesse toute activité « anti-

soviétique », qu'il signe un papier dans ce sens, puis décamps où bon lui semble : ainsi, la liberté contre l'honneur.

Ces mêmes « défenseurs des droits de l'Homme » l'ont prévenu qu'ils l'« aideraient » par tous les moyens à répondre à leur proposition. Et ils l'« aidaient ». Ils avaient tellement envie de voir Boukovsky écrasé, détruit, comme cela leur était arrivé si souvent au cours de leur riche expérience. »

### Ceux du technique

Numéro 26

Au sommaire :

- Un dossier sur la contraception.
- Des échos des CET.
- Des échos des luttes.

Pour tous renseignements, écrire à « Ceux du Technique », BP n° 50 75865 Paris - Cedex 18.



# Un chef de centre zélé mis en échec

Le service Epargne-logement d'Orléans-La-Source, installé dans le centre de Chèques Postaux, regroupe 160 employés.

Il est le seul du genre en France.

Service pilote, l'administration des PTT voudrait qu'il le soit aussi au niveau du rendement et de la discipline, avec des employées « modèles ».

Depuis quelque temps, trouvant qu'il y avait dans une partie de ce service un certain « relâchement », le chef de centre n'arrêtait plus.

C'était la chasse aux moindres pauses, des feuilles de rendement déguisées en feuilles de « statistiques ». Il passait sa journée à nous surveiller, à nous suivre... y compris jusqu'à la porte des W-C ! Il passait dans les salles pour faire de grands discours sur ce que doivent être de « bonnes employées ». Il comptait même interdire aux dactylos, qui ont des pauses officielles, d'aller à la cafétéria pendant ce temps.

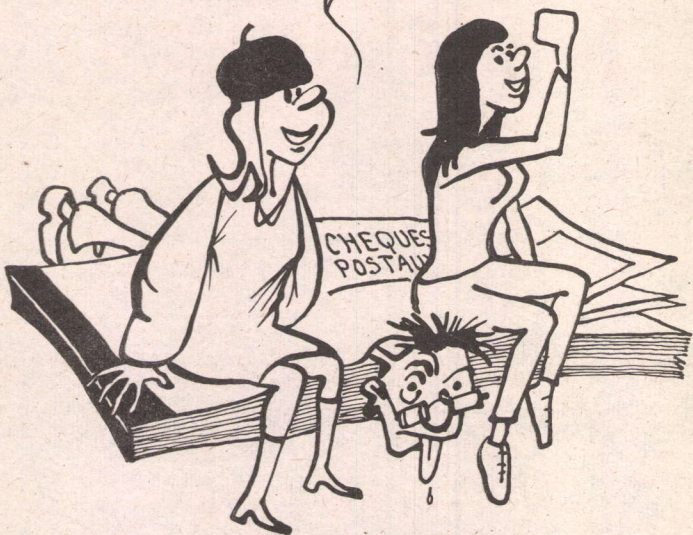
Seulement voilà, c'est manqué !

Cela a commencé par plusieurs salles entières qui sont allées faire un tour dans son bureau lui dire ce qu'elles avaient sur le cœur... Il n'avait jamais vu cela.

Puis une réunion du personnel a rassemblé plus de la moitié du service. Plusieurs tracts syndicaux dénonçant ses méfaits ont circulé.

Fou de rage, ce chef de centre a fini par insulter publiquement

LE CHEF DU CENTRE DE CHEQUES POSTAUX A ENFIN SON COMPTE !



(mais pas devant elle) une militante de la CFDT, la traitant de « salope ».

Il a réussi à augmenter encore la colère.

Et même son supérieur hiérarchique a préféré le désavouer en audience syndicale.

Et, bizarre..., depuis quelques jours on le voit beaucoup moins souvent...

Mais l'atmosphère reste chaude. Des cahiers sont prêts dans toutes les salles pour y noter toutes les tracasseries de ces cheffailons. Et il a été convenu, dès qu'il se passerait quelque chose dans une salle, de prévenir toutes les autres... pour aviser de la suite à donner.

Correspondant LO

## Pas de quoi se vanter

Le complexe de Perrigny est une plaque tournante à proximité de la gare de Lyon et du triage de Gevrey, parmi les plus importants de France et même d'Europe. A l'heure actuelle, la SNCF fait toute une publicité sur les travaux de modernisation en cours.

En fait il n'y a pas de quoi se vanter. La conception du triage date de plus de 20 ans, faite en dépit du bon sens : tout le trafic de Paris, de l'Est, de la Bresse, du Jura, de Lyon emprunte ou coupe les voies d'accès au triage. Si bien qu'avec l'augmentation du trafic, les attentes aux panneaux pour laisser passer les trains se multiplient, les retards s'allongent, les correspondances sont la plupart du temps ratées. En fait le triage est complètement désorganisé et saturé depuis longtemps; tous les cheminots et plus particulièrement les rou-lants et les aiguilleurs savent

que, « ça coince à Perrigny ».

Et la conséquence, c'est un gaspillage qui a peut-être coûté plus cher que de faire un triage adapté.

Depuis le début, la SNCF connaît le problème mais a toujours refusé de débloquer les crédits nécessaires. Elle s'y décide maintenant que les installations de Perrigny sont à la limite de la catastrophe et de l'usure (Postes 2 et 3 par exemple). Mais là encore, c'est en « tirant au maximum sur la corde » : les travaux ne seront pas terminés avant 1981, si toutefois les crédits sont débloqués, ce qui n'est pas sûr.

Voilà le visage de la SNCF et elle n'a vraiment pas de quoi se vanter de travaux qui auraient dû être faits il y a 20 ans et qui ne seront peut-être jamais achevés.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF-Dijon.

## RENAULT - FLINS

### La direction fait pression sur les intérimaires

Dans nombre de secteurs, à l'entretien des presses entre autres, la grève du 7 a été quasi unanime, et les camarades intérimaires, pour ne pas être les seuls à travailler, alors que les « Renault » étaient en grève, ne sont pas venus non plus.

Cet état de fait ne plaît pas à la direction du 68 qui a entrepris des démarches auprès des boîtes d'intérim, en menaçant de rompre les contrats si cela se reproduisait.

Après cela, on viendra encore nous dire que l'intérim n'est pas

un moyen de pression en cas de grève, balivernes !

La direction ne veut pas embaucher. Par contre, elle maintient artificiellement et depuis des années, un volant d'intérimaires très important (40 à 50 % aux presses) pour essayer de provoquer la réaction : « on ne peut rien faire ».

Mais cela est terminé. Les intérimaires nous ont prouvé qu'ils n'acceptent pas d'être manipulés comme des jaunes.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault - Flins.

## CREDIT LYONNAIS SIEGE (LYON)

### Les bas-fonds de l'entreprise

Les archives du CL sont conservées à Villeurbanne. Quatre employés y travaillent en permanence : ils y effectuent le rangement, les recherches, les photocopies des documents du Siège et des agences.

Si beaucoup d'entre nous ont eu affaire avec les employés des archives et ont communiqué avec eux par téléphone, peu connaissent leurs conditions de travail. Elles sont lamentables. Les vastes locaux poussiéreux et sales dans lesquels aucun nettoyage n'est fait, ne sont ni chauffés, ni éclairés.

Lorsqu'il fait un temps sombre, les employés travaillent à la lam-

pe de poche et lorsqu'il fait froid, ils endossent un anorak gracieusement offert par la direction.

L'inspecteur du travail, appelé sur les lieux, a paru scandalisé par ces conditions de travail et l'on espère bien que, comme au Service Etranger, la direction sera obligée d'entreprendre des travaux.

On n'aurait pas attendu si longtemps sans doute si ces messieurs de la direction propres et si bien cravatés avaient les mêmes égards pour le personnel que pour eux-mêmes.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du Crédit Lyonnais de Lyon.

## PTT-TRI CLIGNANCOURT - PARIS

### La montagne a accouché d'une souris

Quatre-vingt-cinq mille auxiliaires, effectuant le même travail que les titulaires mais ne gagnant pas le même salaire, pouvant être licenciés du jour au lendemain, travaillent dans les PTT.

L'administration se préoccupant de leur sort, en cette période difficile, a annoncé avec éclat qu'elle leur donnait la chance d'être enfin de vrais fonctionnaires, en un mot d'être titularisés.

Pour cela elle organise un examen le 18 décembre. Peu de conditions à remplir : être employé depuis plus d'un an et être bien noté. Cela commence par éliminer 50 % des candidats. Ensui-

te, un examen qui comprend des épreuves (résumé de texte, études de statistiques), n'ayant rien à voir avec le travail effectué tous les jours ; cela, histoire d'être sûre d'éliminer le maximum des 50 % restants.

Les possibilités d'être titularisés ne concernent plus qu'une minorité des auxiliaires.

Pour tous les autres, la situation est la même.

Et cela est scandaleux. Tous les auxiliaires, tous ceux qui travaillent doivent avoir les mêmes droits, les mêmes avantages.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT-Tri - Clignancourt.

## GEVELOT :

### La direction restructure, les travailleurs ne doivent pas en faire les frais

La direction du groupe Gévelot, fabrication de munitions armement et chasse, restructure toutes ses usines. En tout, dans les deux ans à venir, 600 postes environ, sur les 2 900 actuellement, seront supprimés.

La direction prévoit de muter les travailleurs dans ses différentes usines. Elle annonce qu'il n'y aura pas de licenciements, que les départs seront naturels (départs volontaires ou pré-retraite).

A Issy-les-Moulineaux, 300 postes doivent être supprimés. A partir du mois de décembre, 115 personnes seront touchées par le départ de toute la production chasse à Valence.

A l'annonce de ces mesures, la CGT d'Issy-les-Moulineaux a convoqué une assemblée générale du personnel. A la même heure, la direction réunissait tous les ateliers pour empêcher les travailleurs de répondre à cet appel. 40 personnes se sont déplacées à l'assemblée générale.

La CGT décida de faire des réunions de secteur l'après-midi et le lendemain. Beaucoup de travailleurs y ont assisté et demandaient d'autres explications que celles fournies par la direction. En effet, tout le monde à l'usine se rappelle ce qui s'est passé l'année dernière dans le secteur

du décoletage : des travailleurs avaient été mutés, et au bout de trois mois, leurs salaires avaient baissé parce que, prétendait la direction, ils n'arrivaient pas à faire le rendement demandé. Beaucoup, dégoûtés, ont préféré partir. C'est pourquoi la méfiance s'impose aujourd'hui.

Face au plan de restructuration, la CGT a proposé aux travailleurs les mesures suivantes :

- garantie du salaire en cas de mutation,
- pas de déqualification,
- garantie du salaire complet pour ceux qui partent en pré-retraite.

La CGT réclame également l'embauche des intérimaires qui le désirent. Ils sont une centaine dans l'usine et ce sont eux qui, les premiers, se retrouveront dehors. La direction ne l'a d'ailleurs pas caché.

La CGT refuse tout licenciement et demande aux travailleurs de se mobiliser sur l'heure, le jour où la direction en annoncerait.

Elle exige que le travail soit réparti entre tous : et que l'horaire soit diminué, si besoin est, sans diminution de salaire.

Ce sont là les solutions les plus réalistes. et c'est là-dessus que les travailleurs de Gévelot devront se mobiliser s'ils ne veulent pas faire les frais de la restructuration.





## Accidents du travail et suicide :

### TROIS VICTIMES DE LA SHELL

Le samedi 16 octobre, une explosion avait lieu à la raffinerie Shell de Petit-Couronne (près de Rouen). Elle a fait deux morts : messieurs Evenat et Bourdon. L'accident aurait été provoqué par l'explosion d'un ballon basse pression contenant un produit à 130° qui s'est enflammé. Les deux opérateurs qui travaillaient en dessous ont été arrosés par le liquide en feu et ont succombé à leurs brûlures.

Une enquête est ouverte. Elle risque de s'éterniser. Mais d'ores et déjà, on sait que la responsabilité de la direction est énorme car les conditions de sécurité n'étaient pas respectées. Des responsables du syndicat CGT ont déclaré que : « Dans les jours qui ont précédé l'accident, plusieurs anomalies ont été constatées. », que « Malgré son caractère récent, l'installation donnait des signes de vétusté... » et que, entre autre, « Il manquait, entre les différentes unités, des dalles de béton séparant les différents étages, ce qui aurait permis, par exemple, que les deux opérateurs ne soient pas atteints

par le liquide brûlant... ».

Mais il faut ajouter à ces deux victimes une troisième : M. Hébert, ingénieur, qui a mis fin à ses jours parce qu'il se sentait responsable de ce qui était arrivé.

L'était-il réellement, même en partie, bien qu'absent le jour de l'explosion ? Nous l'ignorons.

Quant aux patrons, quant aux actionnaires des sociétés pétrolières, on ne connaît pas d'exemple qu'ils se soient suicidés, eux, pour la mort d'un de leurs ouvriers ! Pourtant eux sont responsables ! Ce sont eux en effet qui exigent que l'on augmente les rendements, que l'on diminue les coûts de production. C'est aux cadres qu'il incombe de faire fonctionner des services et des installations, même sans en avoir les moyens, même dans les pires conditions.

Cela a conduit, cette fois, l'un d'eux au suicide. C'est de la même irresponsabilité et du même mépris de la vie de la part des patrons qu'ont été victimes les deux ouvriers et l'ingénieur de la Shell.

Martine MASSON.

## Un employé de la raffinerie raconte

L'accident s'est produit samedi. Le mardi suivant, il y a eu un débrayage et une assemblée générale d'information. Le jeudi, nouveau débrayage. Il a été décidé que des gars iraient à Paris demander des comptes à la direction nationale pour discuter des conditions de sécurité.

Vendredi, nous allons à cinquante à Paris. Le P-DG refuse de nous recevoir.

Le mardi ont lieu les obsèques civiles de ce jeune copain de 27 ans. 600 personnes de l'usine se sont déplacées en tenue de travail. Cela faisait une manifestation silencieuse.

La direction était présente en grande pompe. Cela a été très mal vu des gars. Juste après l'enterrement, Aubert, l'ingénieur responsable de la sécurité dans l'usine qui a sauté, est convoqué par son supérieur hiérarchique à 3 heures. Par la suite, il s'est suicidé.

Pour tout le monde, il a été poussé au suicide par la direction. Ce drame a provoqué une scission au niveau des cadres : entre ceux qui sont du côté de la direction et ceux qui ne veulent pas être complices. Cela a entraîné des discussions violentes. Certains en viennent même aux mains.

Du côté des gars, le ton monte. Certains travailleurs de l'équipe de nuit pointent et s'en retournent chez eux. La direction n'a rien dit jusque-là. Personne ne travaille avec entrain.

L'usine qui a sauté est jumelée avec une unité identique quant au fonctionnement. Les ouvriers de l'unité jumelle refusent de reprendre le travail tant que les raisons de l'explosion n'auront pas été déterminées.

Pour l'instant rien n'est réglé.

THOMSON - BAGNEUX

## Le roi d'Espagne chez l'un des rois de l'armement



Juan Carlos lors d'une des visites de son voyage en France.

Jeudi 29 octobre, Juan Carlos est venu visiter l'usine Thomson-CSF de Bagneux. Giscard tenait à montrer à son ami le roi le matériel d'armement, dernier cri de Thomson dont un des grands patrons est justement... un Giscard d'Estaing.

Pour la visite, Ponia avait fait le nécessaire pour protéger Juan Carlos et sa suite. Il a même fait retirer toutes les affiches CGT

collées sur les murs de l'usine.

Le matin, CGT et PCF ont distribué des tracts protestant contre « la réception du champion de la répression syndicale », mais pas contre la vente de matériel militaire. Une affiche commune CGT-CFDT-FO avait été apposée apportant la solidarité des travailleurs français à ceux d'Espagne.

Si quelques uns parmi le per-

sonnel disaient :

« On aurait dû faire quelque chose. Ce gars-là (Juan Carlos) n'aurait pas dû rentrer ici, ou alors sans nous ». La plupart pensent « qu'il ne faut pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis », même s'ils ne sont pas toujours très fiers de travailler pour le roi d'Espagne, pour l'Afrique du Sud, ou pour le Koweït...

Correspondant LO.

Cadoux (St-Pierre-des-Corps - Indre-et-Loire)

### ACCIDENT GRAVE

Lundi 25 octobre, un grave accident a eu lieu à l'entreprise Cadoux, qui répare et entretient le matériel SNCF, à Saint-Pierre-des-Corps, près de Tours.

Un chef d'équipe, qui était monté sur le toit d'un wagon pour travailler sur les réservoirs, est tombé au moment où il décrochait sa ceinture de sécurité : l'échelle s'est déséquilibrée et a glissé le long du wagon. Il a été transporté à l'hôpital dans un état grave, avec une fracture du rocher et de la clavicule.

La direction a avoué elle-même implicitement sa responsabilité dans cet accident, car depuis elle envisage de remplacer les échelles qui étaient en service par des échelles réglementaires plus stables, dont la base est plus large que le haut.

Mais il aura fallu un accident grave, dont un travailleur restera peut-être mutilé à vie, pour en arriver là.

Correspondant LO.

## LA GRÈVE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS

« Le gouvernement ne cédera pas », c'est ce qu'a déclaré Raymond Barre à la télévision en parlant de la grève qui dure depuis un mois à la Caisse d'Épargne de Paris. Le gouvernement prétend qu'il s'agit de la grève des privilégiés, dans la presse on a parlé de salaires mirobolants que toucheraient les employés de la Caisse d'Épargne.

Ces salaires ne sont pas les plus bas : 3.400 F avec 4 ans d'ancienneté, plus les primes, mais ils n'ont rien d'extraordinaires. Le scandale, ce n'est pas qu'ils aient ces salaires, mais que d'autres soient contraints de vivre avec moins. De toute façon, les employés ne formulent aucune revendication d'augmentation de salaire, ils veulent simplement conserver les avantages acquis, et qu'on leur leur rende.

C'est ainsi qu'ils veulent garder la prime de fin d'année, qui est l'équivalent d'un treizième mois, et qui a été remise en cause par la direction. D'autre part, la Caisse d'Épargne possède 1.500 logements sociaux qu'elle gère et qui, pour la moitié, sont

habités par des employés de la Caisse d'Épargne. Le conseil d'administration de la Caisse d'Épargne veut confier la gestion de ces logements à un cabinet privé, ce qui aurait pour conséquence immédiate une hausse des loyers qui sont actuellement en-dessous du prix du marché (un exemple : un quatre-pièces à Paris à un loyer de 930 F par mois).

C'est surtout cette question du logement qui a mis les employés en colère, ainsi que la prime. Ces deux revendications principales visent à préserver les acquis, à refuser une importante atteinte au niveau de vie, ce qui est la moindre des choses dans une période où de toute façon, par le biais des hausses générales des prix, les salaires se trouvent fortement diminués pour tous les travailleurs.

Au bout d'un mois de grève, le moral est meilleur que jamais, le personnel assiste en grand nombre aux assemblées générales, les 1.500 employés de la Caisse d'Épargne tiennent bon.

Y. B.



## Karl Marx, histoire d'un bourgeois allemand

par Françoise P. LEVY

« A tous les mecs, les michetons, les jobards, les traîne-la-patte, les enflés par en-haut, les enflés par en-bas, les bittes en verre et celles en bois, les bras tombés, les bras croisés, les bras devant, les bras derrière » etc. Nous arrêtons ici la citation. Elle continue. On comprendra qu'elle ne donne pas spécialement envie de poursuivre la lecture de cette œuvre...

Pourtant, si on continue, on tombe sur une autre dédicace, plus politique :

« A vous, analphabètes, connards, travailleurs, chômeurs, qui n'avez jamais lu Marx et ne le lirez jamais parce que, et quoi qu'on dise, vous savez depuis toujours, et du seul savoir qui compte, que le Kapital n'a été écrit ni pour vous ni par l'un d'entre vous. A vous qui, et pour les mêmes raisons, ne lirez pas non plus ce livre-ci. ». Ainsi se termine le dernier paragraphe de la dernière des trois séries de dédicace du livre de F.P. Lévy intitulé *Karl Marx, histoire d'un bourgeois allemand*.

On en vient alors à se demander pourquoi F.P. Lévy a donc écrit « ce livre-ci ». C'est à vrai dire la seule question qui peut vous pousser par curiosité à continuer. A continuer et à découvrir une multitude de révélations de Françoise Lévy sur la vie privée de Marx : qu'il était d'une famille bourgeoise juive et que son père s'était converti pour garder son emploi; que, jeune, il s'était battu en duel comme un aristocrate; qu'il avait eu un fils avec Hélène Demuth, sa bonne. Détails qui, à vrai dire, se trouvent dans toutes les biographies de Marx.

Françoise P. Lévy fait de ces détails la source de toutes les prises de position de Marx.

Libre à elle de le penser. Libre à nous de penser le contraire, nous qui nous intéressons, non pas à Marx « bourgeois allemand » et à ses petits côtés, mais à Marx penseur révolutionnaire et à sa méthode, dont nous pensons encore qu'elle est le meilleur instrument pour ceux qui veulent transformer le monde.

Mais le point de vue de Françoise P. Lévy est non seulement fort discutable. Il est, en ce qui concerne ce livre, exposé dans un style curieux, qui ne se limite pas à la dédicace.

A l'autre extrémité du livre, voici la

## arbres

de J. PREVERT

● Ceux qui ont aimé *Paroles* ou *Spectacle* ou les chansons de Prévert et Kosma vont probablement avoir envie de lire ce court recueil de poèmes de Prévert, poèmes écrits en 1956 mais qui viennent d'être édités.

*Arbres*, comme son titre l'indique, est consacré aux arbres que les hommes avaient, jadis, l'habitude d'aimer, sur lesquels ils pouvaient graver un cœur, des arbres qu'on a déjà tant oubliés que bientôt, pour « toucher du bois », on ne pensera même plus à eux...

Prévert aime bien les arbres. Et il aime bien les hommes. Mais si on retrouve dans ses poèmes la tendresse et l'ironie du poète, ses jeux de mots qui font surgir mille choses, l'ensemble est loin d'en égaler d'autres, plus anciens.

Illustré par de belles gravures d'arbres de Georges Ribemont-Dessaignes qui ont inspiré les poèmes, *Arbres* peut être un agréable cadeau à offrir ou à se faire offrir, pour ceux qui veulent retrouver Prévert. Mais pour ceux qui ne le connaissent pas encore, il vaut mieux peut-être s'offrir, en Livre de Poche, *Paroles* par exemple.

Hélène DURY.

*Arbres, de Prévert - Ed. Gallimard - 67 p. - 19 F.*



Une des gravures de Georges Ribemont-Dessaignes dont s'est inspiré Prévert.

## Prévert

● Qu'est-ce qu'un poète populaire ? Sans doute un poète qui a obtenu la consécration des collections de poche. Et surtout un poète dont tout le monde a fredonné une chanson. Car les paroles des Feuilles mortes ou de Barbara et de tant d'autres refrains mis en musique par Kosma, c'est de lui. De lui également les dialogues de Drôle de drame (« Bizarre : vous avez dit bizarre ! ), des Enfants du paradis, des Visiteurs du soir et d'autres films. En plus de ses poèmes, bien sûr.

Populaire, il l'est également parce qu'il se situe du côté du peuple. Sa poésie n'est pas neutre. Si Prévert sait dialoguer avec les oiseaux et les nuages, il vit parmi

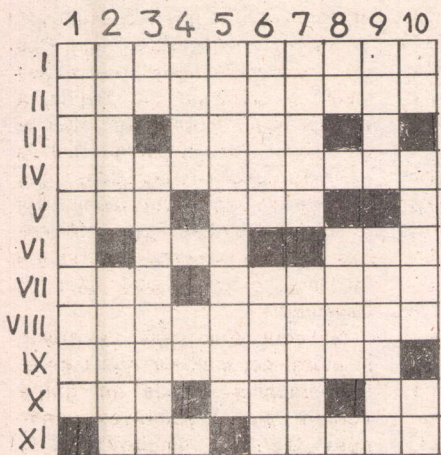
les hommes. Et nombre de ses œuvres sont des attaques contre les exploiters, les fauteurs de guerre, les oppresseurs de tout poil.

Jacques Prévert, né avec le siècle, a aujourd'hui 76 ans. Au bout du compte, il a assez peu produit. Quelques recueils, dont *Paroles* et *Spectacle*, des dialogues de films et quelques chansons. Mais en ce domaine ce n'est pas la quantité qui compte.

De l'école surréaliste, il a retenu un style, des images insolites — et parfois des procédés faciles — qu'il manie avec verve sur un ton gouaillieur.

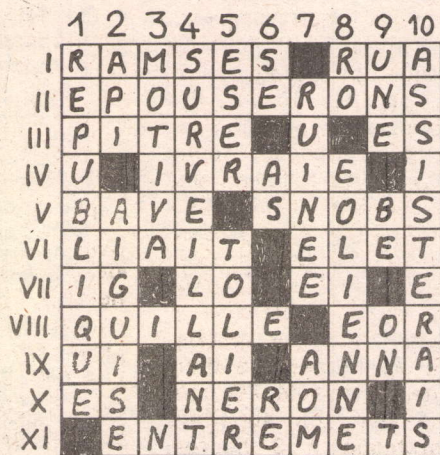
André VICTOR.

## MOTS CROISES



**HORIZONTALEMENT.** — I. Etat dans lequel veut nous maintenir les bourgeois. — II. Sous-produits d'essence, mais pas de pétrole. — III. Démonstratif - Animal heureux, surtout l'hiver. — IV. Flic à pédales. — V. Râpé à l'envers - Se jettent au 421. — VI. Elimina - Une rivière. — VII. Champ d'énarques - Monticule. — VIII. Feras passer du solide à l'état de vapeur. — IX. Jumelles très attachées l'une à l'autre. — X. Grand dans le Sud algérien - Propre - Préposition. — XI. A beaucoup manqué cet été - Raisonnable.

**VERTICALEMENT.** — 1. Ne fait pas le bonheur des marchands de parapluies. — 2. N'hésitais pas - Faire du tort. — 3. Complètent les coutumes - Sur la table du pauvre. — 4. Le début d'un air - Elle adore (phonétiquement). — 5. En période de crue. — 6. Ainsi finit Aristide - Réduits en tout petits morceaux. — 7. Appellations royales - Ne fuit pas. — 8. Fin de vie - Foyer. — 9. Lait de bébé tourné - Coupés courts. — 10. Axe (abrégié) - S'oppose au néant - Le dernier est le plus jeune.





## FILMS RECENTS

**1900** : Paysans et maîtres dans un petit village italien au début du siècle.

Impérial (2°) - Hautefeuille, Montparnasse 83 (6°) - Marignan (8°) - Olympic (14°) - Grands Augustins (6°).

**La victoire en chantant** : Comédie mordante dénonçant la guerre et le colonialisme à travers le comportement de quelques colons français et allemands en Afrique en 1914. Styx (5°).

**Barry Lyndon** : Une belle évocation de la société britannique au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Impérial (2°) - Gaumont rive gauche et Hautefeuille (6°) - Gaumont Champs-Élysées (8°) - Gaumont Sud (14°).

**La carrière d'une femme de chambre** : Une satire des milieux du cinéma italien sous Mussolini.

Studio Médicis (5°) - Biarritz (8°) - Cinémonde (9°) - Miramar (14°) - Athéna (12°).

**Les hommes du président** : L'enquête de deux journalistes américains déclenche l'affaire du Watergate.

Rex (2°) - Bretagne (6°) - Odéon (6°) - Ermitage (8°) - Tournelles (20°).

**Nous nous sommes tant aimés** : En Italie, trois résistants trente ans après : un bilan émouvant et plein d'humour.

Les Cinoches de Saint-Germain (6°).

**Un éléphant ça trompe énormément** : Pour se distraire, une comédie de mœurs réussie.

Saint-Germain Studio (5°) - Bosquet (7°) - Biarritz et Paris (8°) - Lumière et Maxeville (9°) - Fauvette (13°) - Montparnasse Pathé (14°) - Convention (15°) - Caravelle (18°) - Gambetta (20°).

**Vol au-dessus d'un nid de coucou** : Comédie dramatique : le destin tragique d'un fou pas plus fou que ses médecins.

Rio Opéra (2°).

**Lettre paysanne** : La vie quotidienne aujourd'hui, dans un village du Sénégal.

La Clef (5°).

## ANCIENS FILMS A REVOIR

**Une vie difficile** : La vie d'un couple déchiré entre le désir de réussite sociale et le refus des compromissions. Drôle et triste en même temps.

Marais (4°) - Olympic (14°) - Mac Mahon (17°).

**Cabaret** : Une histoire d'amour à Berlin, au moment de la montée du nazisme.

Châtelet Victoria (1er°).

**Le bal des vampires** : Un pastiche très réussi et très drôle des films de vampires.

UGC Opéra (1er°) - Cluny Ecoles (5°) - Marbeuf (8°).

**Le cuirassé Potemkine** : La révolte de l'équipage du cuirassé Potemkine, pendant la révolution russe de 1905. Réalisé par Eisenstein, ce beau film révolutionnaire est devenu un classique du cinéma.

La Seine Cinéma (5°).

**Lawrence d'Arabie** : Les agissements d'un officier anglais, agent des services secrets, qui utilise les dissensions entre Arabes pour servir les intérêts de l'impérialisme britannique.

Kinopanorama (15°).

# FILMS FILMS

## Si c'était à refaire

de Claude LELOUCH

Dans son dernier film, Claude Lelouch nous raconte une histoire. Celle de la vie d'une femme. L'histoire de ce qui a compté le plus pour elle : sa condamnation à quinze ans de prison. Une condamnation injuste prononcée par une société d'hommes. L'enfant qu'elle a voulu avoir pour se donner un but dans l'existence et continuer à espérer même en prison. Cet enfant qu'elle retrouve adolescent à sa sortie de prison. Comment lui apprendre que c'est elle sa mère ? Comment rattraper quinze ans de vie commune qu'ils n'ont pas eue ? Comment refaire sa vie à elle ?

Les personnages mis en scène par Cl. Lelouch (comme cela arrive souvent dans ses films) n'ont pas de problèmes matériels. Ils sont tous un peu exceptionnels. On ne les rencontrera certainement pas dans la rue. Ce sont les personnages uniques d'une histoire unique : celle qu'il nous raconte. Et ce qui l'intéresse, ce sont leurs sentiments et uniquement cela : leurs émotions, leurs joies, leurs peines. Il réussit à nous les faire partager.

Cl. Lelouch y arrive sans tomber dans le mélodrame et toujours avec pudeur. Certaines scènes

sont bien sûr dramatiques et émouvantes, mais son film est finalement assez gai, chaleureux, souvent drôle. Et, pour peu qu'il se laisse attendrir, le spectateur passera un bon moment.

Les comédiens, tous excellents, y sont pour quelque chose, et en

particulier Catherine Deneuve, qui incarne le rôle principal. Mais cela est aussi dû au talent de Cl. Lelouch, qui obtient des comédiens un jeu vrai, naturel, pour des personnages auxquels on croit... le temps d'un film.

Claude CHARVET.



## L'aile ou la cuisse

de Claude ZIDI

● Ce film raconte l'histoire de Duchemin, critique gastronomique, qui édite le guide du même nom et qui décerne les fourchettes attribuées aux restaurants. Dans le rôle : Louis de Funès, que l'on retrouve habillé en femme, en Texan, en chauffeur de maître, car il ne veut pas être reconnu des restaurateurs. Coluche est son fils, qui devrait prendre la relève, mais qui préfère le cirque.

Duchemin veut démolir Tricatel, industriel de la nourriture, fabricant de repas à la chaîne, qui voudrait racheter tous les grands restaurants. Duchemin veut amasser le plus de preuves possibles pour démolir Tricatel. Tout doit se terminer en un face à face à la télévision avec Philippe Bouvard.

Et l'on assiste pendant tout le film à une succession de gags, tellement gros qu'on ne risque pas d'en laisser passer un seul. Il y a des moments de franche rigolade, mais il y en a également où l'on aimerait que le temps passe plus vite.

Bref, un film où (faut-il s'en étonner ?), on trouve à boire et à manger. Le tout étant un peu fade. Marie-Claude SOLAC

# THEATRE

## Comme il vous plaira

de W. SHAKESPEARE, au TEP

Un duc, chassé de son trône par son frère, s'est enfui avec quelques-uns des membres de sa cour déchu dans l'immense forêt des Ardennes. Au fur et à mesure des exactions commises par le nouveau duc, la forêt se peuple de nouveaux réfugiés : un philosophe mélancolique et zozotant, un jeune et vaillant chevalier, Orlando, un fou qui vient y trouver la vraie sagesse, la fille et la nièce du duc déchu qui vont y trouver l'amour. C'est au milieu de ce petit monde déraciné que Rosalinde, la fille du duc, éprouvera l'amour d'Orlando.

Mais l'intrigue n'est qu'un prétexte. Un prétexte pour faire rire. Faire rire des tares de cette noblesse que l'exil rend ridicule et dérisoire ; faire rire de ces pères de famille qui défont quand leur fille choisit de vivre comme elle l'entend ; faire rire des philosophes perdus dans leurs phrases creuses ; faire rire des hommes, qu'ils soient amoureux transis, pères bafoués ou penseurs lunaires. Car dans cette pièce ce sont bien les femmes qui tirent les ficelles et ont le beau rôle. Les femmes et un fou très clairvoyant et très drôle.

Les acteurs sont excellents. Leur jeu, leurs mimiques font souvent penser au Théâtre du Soleil (1789, L'âge d'or) dans ce qu'il a de plus dynamique, de plus entraînant. La pièce se déroule à cent à l'heure. On rit beaucoup. On est emballé.

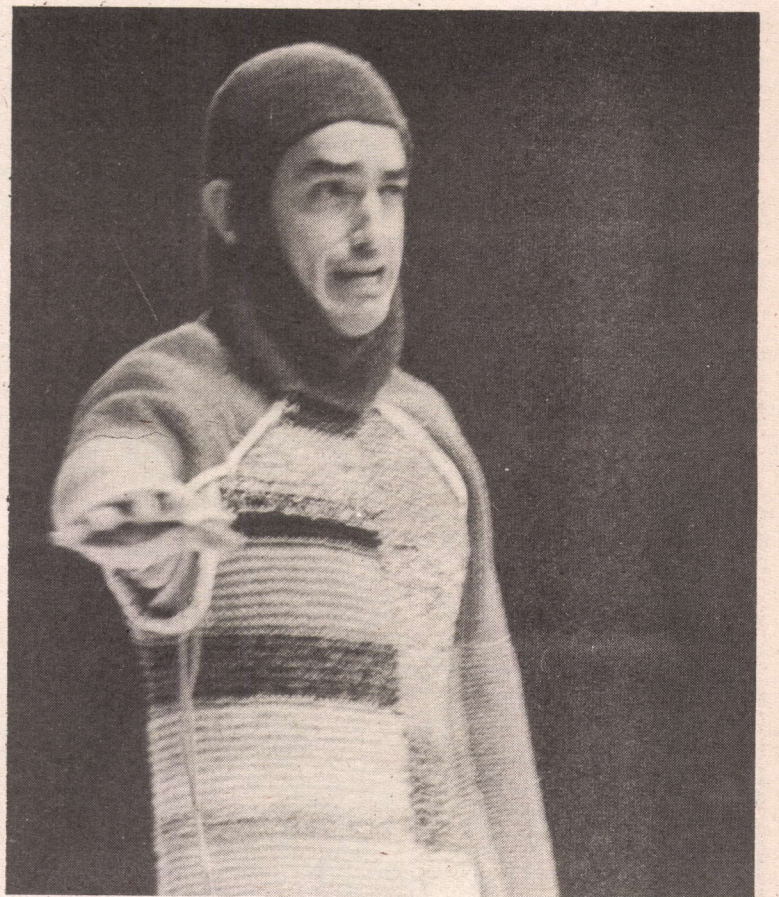
La mise en scène est de Beno Besson, qui fut pendant plus de dix ans l'assistant de Bertolt Brecht. Un certain nombre de critiques lui ont reproché de « trahir Shakespeare », de « détruire l'imaginaire, le merveilleux, le charme de la comédie ». C'est que, classiquement, on transforme la communauté d'exilés de la forêt des Ardennes en société d'amoureux de la nature, on y atténue la charge contre la noblesse.

Besson a pris le parti inverse et a rendu au texte de Shakespeare toute sa vitalité, toute son agressivité, tout son comique. Shakespeare n'était pas tendre pour les grands de son époque. Son théâtre était vivant, critique, drôle. Besson et les acteurs du TEP contribuent sûrement à lui rendre tout son caractère populaire.

Comme il vous plaira, au TEP, est une pièce qui enthousiasmera tous ceux qui aiment le théâtre comme ceux qui n'y vont qu'avec réticence ou n'y ont jamais été. C'est suffisamment rare pour qu'on se dépêche d'aller voir cette pièce, dont la dernière est le 28 novembre.

Jacques LENOIR.

Théâtre de l'Est Parisien, 15, rue Malte-Brun, Paris-20<sup>e</sup> (métro Gambetta). Prix des places : 23 francs. Collectivités d'au moins dix personnes : 15 F. Location six jours à l'avance. Tél. 636-79-09.



## Des pièces qu'on peut voir

**MONSIEUR CHASSE**, de Georges Feydeau.

Le vaudeville, par l'un des maîtres du genre. Cela ne vise pas loin, mais on rit d'un bout à l'autre.

**UNE ASPIRINE POUR DEUX**, de Woody Allen.

Allan Félix rêve d'être un

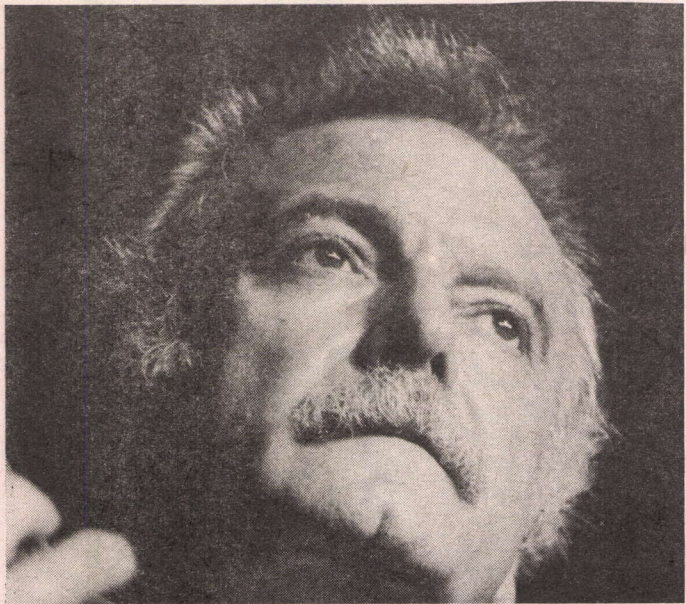
séducteur, mais la réalité est moins séduisante. Une satire du comportement masculin.

**LA BELLE HELENE**, opérette d'Offenbach.

L'Antiquité grecque gaie, ment revue et corrigée. Tout en musique, tout en drôlerie.



# BRASSENS A BOBINO



Après quatre ans d'absence, Brassens revient à Bobino. Aux spectateurs qui ne peuvent manquer de remarquer sa « toison blanchie », il explique d'entrée de jeu, par une chanson, que « c'est rien que de la poudre aux yeux » et que « c'est pas demain la veille, bon dieu ! de (ses) adieux ».

Et c'est vrai que, pendant plus d'une heure et demie, à travers une vingtaine de chansons (dont dix nouvelles), on retrouve Brassens inchangé : tendresse, humour... et misogynie comprise. Il se moque

comme d'habitude des flics, des juges, des caotins, des anciens combattants revanchards et n'oublie pas — son image de marque l'exige — de s'appliquer à « choquer le bon goût » avec une chanson de corps de garde qui a tout de la vaste blague.

A noter aussi, en première partie, un jeune chanteur, Joël Favereau, et Colette Renard qui non seulement chante bien mais a aussi des talents de comédienne.

A Bobino, d'octobre à février-mars. Places à partir de 30 F. Durée du spectacle : 3 heures.

# TELE-TELE

## Aux Dossiers de l'écran :

### LES ELECTIONS AMERICAINES

Mardi soir, l'émission les Dossiers de l'écran abordait un sujet de toute première actualité : les élections américaines. Le débat était introduit par le film **Votez Mac Kay**, dans lequel Robert Redford joue le rôle d'un candidat sénateur. La campagne électorale se déroule avec parades, affrontements télévisés, publicité, tee-shirts et autres gadgets : tout est mis en œuvre pour faire voter la population américaine. On y voit cette machine à faire voter et à conquérir les suffrages se mettre en branle pour découvrir et façonner un nouvel homme politique qui sera le vainqueur du tournoi électoral.

Mais le débat qui a suivi et qui réunissait, de part et d'autre de l'Atlantique, John Cabot-Lodge, gouverneur du Connecticut, et un journaliste américain d'une part, Couve de Murville, Jo-

Parti Socialiste) et un radical de gauche d'autre part, était mortellement ennuyeux et confus.

On y a bien dit quelques petites vérités, notamment que, pour être président des USA ou de tout autre pays, il n'est pas nécessaire d'être une lumière et que sur ce plan-là des Doumergue, Doumer ou Coty n'avaient rien à envier à Ford ou à Carter. Ce qu'ils n'ont pas dit, mais que cette élection révèle au grand jour, est tout aussi vrai quel que soit le président. Car ce qui dirige réellement le pays, aux USA comme en France, ce qui assure la continuité de la politique, c'est la permanence de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, quel que soit le résultat des élections et les avatars de tel ou tel président. Nixon a dû démissionner pour fraude, trafics de toutes sortes. Ford, son successeur, accumule gaf-

fe sur gaffe. Et son éventuel successeur ne paraît guère plus brillant. Mais le plus puissant Etat du monde perpétue et maintient sans problème sa domination.

Ford ou Carter ? Bonnet blanc ou blanc bonnet. Il fallait être un radical de gauche pour tenter de trouver quelques accents de « gauche » dans le discours de Carter, alors qu'un homme politique français comme Couve de Murville lui-même reconnaissait volontiers justement que, dans ces élections, ce n'était pas deux programmes politiques qui s'affrontaient. Le politicien bourgeois qu'est Couve de Murville ne pouvait pas aller jusqu'à dire qu'il s'agissait de deux politiciens bourgeois, fondamentalement au service de la même politique.

Un débat ni passionné ni passionnant.

Cécile BERNIER.

## Sélection télévision

### Samedi 6 novembre

**ANTENNE 2** - 13 h 45 - La série documentaire **L'aube des hommes**, sous le titre **La fleur qui brûle... le feu**, présente la lointaine période où les hommes firent la découverte du feu.

**ANTENNE 2** - 17 h 10 - **C'est pour rire** - Michel Lancelot a invité Guy Bedos.

**FR 3** - 20 h - Les animaux chez eux : **La faune de nos prairies**. Dans les prairies de l'Ouest du Canada, toute une variété de grands oiseaux.

**TF 1** - 20 h 30 - **Numéro Un du Québec**. Gilles Vigneault, Robert Charlebois, Yvon Deschamps, etc.

### Dimanche

#### 7 novembre

**ANTENNE 2** - 16 h 20 - **Des animaux et des hommes** : des papillons, des animaux à fourrure, etc.

**TF 1** - 19 h 15 - **Les animaux du monde**. L'émission nous fait visiter le zoo de Berlin.

**TF 1** - 20 h 30 - Film : **La veuve Couderc**, de P. Granier-Deferre, avec Alain Delon et Simone Signoret. D'après le roman de Simeon.

**FR 3** - 22 h 30 - Film : **Viva**

Villa de J. Conway et H. Hawks. Malgré l'heure tardive, un film à ne pas manquer. La vie de Pancho Villa, fils d'une famille de paysans pauvres du Mexique, se confond avec l'histoire de la révolution mexicaine de 1911, dont il fut l'un des leaders avec Emiliano Zapata.

### Lundi 8 novembre

**FR 3** - 20 h 30 - Film : **L'homme de loi**, de M. Winner, avec Burt Lancaster et R. Ryan. Western.

**ANTENNE 2** - 21 h 55 - Alain Decaux raconte **La tragédie de Ciano**. Ciano, gendre de Mussolini, fut fusillé sur son ordre, le 11 janvier 1944. Le sort de ce haut dignitaire fasciste ne saurait passer pour une « tragédie » à d'autres yeux qu'à ceux de Decaux.

### Mardi 9 novembre

**ANTENNE 2** - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran proposent un débat sur l'Irlande et **Les enfants de la guerre**. Le film **La guerre des enfants**, de Georges Shaefer, précède le débat auquel participeront des journalistes et différentes personnalités catholiques et protestantes. Le débat abordera-t-il les vraies rai-

sons de cette guerre civile qui déchire l'Irlande et dépasse de beaucoup les conflits religieux ?

**RF 3** - 20 h 30 - Film : **Le monde lui appartient**, de Raoul Walsh, avec Gregory Peck et A. Quinn. Un film d'aventures.

**TF 1** - 21 h 25 - **Ces années-là... 1970**. Toujours les commentaires de l'homme de droite qu'est Michel Droit pour accompagner les documents filmés sur l'élection d'Allende à la présidence du Chili, la mort de Nasser et les autres événements de cette année 1970.

### Mercredi

#### 10 novembre

**FR 3** - 19 h 40 - **Tribune libre** : Le Parti Communiste Français, sur le thème de la maladie et de la mort.

**FR 3** - 20 h 30 - Film : **Le jour le plus long**, de D.F. Zanuck, avec une kyrielle de comédiens célèbres. Le récit du débarquement anglo-américain le 6 juin 1944.

**TF 1** - 22 h - **Psychologie : l'opinion publique**.

### Jeudi 11 novembre

**TF 1** - 15 h 50 - Théâtre : **Interdit au public**, de Jean Marsan et R. Dornes, avec

Jean Le Poulain. Comédie. **ANTENNE 2** - 15 h 50 - **Les grands chefs d'orchestre**. L'émission présente Otto Klemperer (né en 1885), ami des musiciens Gustav Mahler et Schoenberg.

**ANTENNE 2** - 17 h 25 - Film : **Les casse-pieds** de J. Fréville, avec Noël-Noël. Comédie de mœurs.

**TF 1** - 19 h 20 - **Histoire d'animaux : modes de vie**. Frédéric Rossif a filmé des animaux dans leur milieu naturel.

**ANTENNE 2** - 20 h 30 - Film-télé : **Crépuscule à Venise**, de Jean Mistler. Avec Michel Vitold dans le rôle de Wagner pour ce film qui raconte la fin de la vie du grand compositeur. **FR 3** - 20 h 30 - Film : **Comme un torrent**, de Vincente Minnelli, avec F. Sinatra, D. Martin et S. Mac Laine. Une histoire sentimentale et dramatique.

### Vendredi

#### 12 novembre

**FR 3** - 20 h 30 - **Vendredi**, de M. Cazeneuve, intitulée **La petite justice**, l'émission propose des exemples de particuliers désarmés face à la procédure compliquée et coûteuse de la justice. **ANTENNE 2** - 21 h 30 -

**Apostrophes**, de Bernard Pivot, qui reçoit, sur le sujet de l'émancipation de la femme, Francine Mallet (auteur d'un livre sur Georges Sand), Mérie Grégoire (auteur de *Telle que je suis*), Esther Vilar et Xavière Gauthier, également auteurs de livres féministes.

**FR 3** - 21 h 30 - **Méditerranée : famille**. Les formes du mariage, l'éducation des enfants et toute l'organisation familiale des peuples méditerranéens.

**ANTENNE 2** - 22 h 45 - Film : **A man's castle**, de F. Borzage, avec Spencer Tracy. En pleine crise de 1929, aux Etats-Unis, l'histoire d'un couple.

### Samedi 13 novembre

**FR 3** - 20 h 30 - Théâtre : **L'école des femmes**, de Molière, avec Isabelle Adjani et Bernard Blier.

### Dimanche

#### 14 novembre

**TF 1** - 20 h 30 - Film : **Quel-mada**, avec Marlon Brando. **ANTENNE 2** - 20 h 30 - **Récital Marie Laforêt**. **FR 3** - 22 h 30 - Film : **La belle de Saïgon**, avec Clark Gable et Jean Harlow.



# Une commission d'enquête parlementaire qui travaillera le Mystère

Les députés de la majorité ont finalement voté la constitution d'une commission d'enquête parlementaire à la suite de l'affaire Dassault. « La vérité ne nous gêne pas », a même déclaré Claude Labbé, président du groupe parlementaire UDR. Sauf qu'il aura fallu qu'un scandale éclate pour que soudain le souci de faire semblant de rechercher la vérité les démange, lui et les siens. Sauf surtout que la commission mise sur pied servira à noyer le poisson. Car elle n'aura pas pour but d'inventorier les seuls comptes de Dassault, mais ceux de toute l'aéronautique, c'est-à-dire ceux, aussi, des sociétés nationalisées. Il suffira de mettre en parallèle telle anomalie de gestion dans ces sociétés - et on en découvrira — avec celles de Dassault, pour qu'on oublie les vrais problèmes.

Irrégularités contre irrégularités, passez muscade, le tour est joué.

Le vrai scandale Dassault n'est d'ailleurs pas dans ces irrégularités, même si elles sont particulièrement choquantes. Il est surtout dans ce qui est régulier dans les affaires de Dassault. Dans le fait que ce gros capitaliste reçoive légalement des milliards de l'Etat, c'est-à-dire des contribuables, qui lui permettent d'accumuler des profits colossaux.

Il est évident que la commission d'enquête parlementaire n'a pas l'intention de mettre le nez ni dans les affaires de Dassault, ni dans d'autres.

D'ailleurs pour éviter qu'il règne la moindre ambiguïté à cet égard, les députés de la majorité ont pris soin de préciser qu'il n'était absolument pas question de lever le secret

fiscal ni le secret bancaire. Et comme, de toute façon, la commission mise sur pied ne peut, selon la loi, avoir d'existence que pour quatre mois, comme les personnes qu'elle désirerait entendre ne sont pas tenues de se présenter devant elle et comme surtout enfin elle n'est pas tenue de publier ses conclusions, sauf si le Parlement l'exige par un vote, Dassault peut continuer à vivre dans le Mystère. Dans ces conditions on comprend que « la recherche de la vérité » ne gêne pas Claude Labbé, puisqu'elle ne gênera pas Dassault.

Ce qui les gênerait bien plus, c'est que les travailleurs mettent leur nez dans les affaires de Dassault et des autres capitalistes, et créent leur propre commission d'enquête.

J. P. V.

## Rhodésie

### Smith négocie avec l'aide des blindés

Dimanche 31 octobre, l'armée rhodésienne, supérieurement équipée, a lancé une attaque d'envergure contre l'Etat voisin du Mozambique. Il s'agissait, d'après les agresseurs, de détruire les camps d'entraînement des guérilleros noirs rhodésiens au Mozambique.

Ce n'est pas la première fois que l'armée rhodésienne intervient ainsi. Déjà en juin dernier elle avait procédé à une attaque, moins importante il est vrai.

Mais cette fois l'incursion militaire se situe au moment même où se poursuit la conférence de Genève entre leaders nationalistes noirs et la délégation de la minorité dirigeante blanche, conduite par Smith en personne, chef de l'Etat rhodésien.

Smith fait tout pour gagner du temps et céder le moins possible. Il est venu à cette conférence contraint et forcé par la pression des impérialistes américains et britan-

ques, jointe à celle de l'Afrique du Sud. Pression reflétant la détermination et la lutte des Noirs, non seulement en Rhodésie, mais dans toute l'Afrique australe.

Smith a certes accepté de céder, dans deux ans, le pouvoir à la majorité noire. Mais rien n'est encore joué. Et il n'est pas impossible que les incursions de l'armée rhodésienne au Mozambique (où des combats se déroulaient encore le 3 novembre) visent non seulement à permettre à la Rhodésie blanche de négocier sur la base du meilleur rapport de forces, mais aussi à une extension du conflit aux pays africains voisins, susceptible de déboucher sur son internationalisation et sur une intervention de l'Afrique du Sud et de l'impérialisme aux côtés de la Rhodésie.

Le gouvernement du Mozambique n'a pas exclu, en tout cas, cette hypothèse, puisqu'il a affirmé qu'il ne

saisirait pas le Conseil de sécurité de l'ONU, pour ne pas risquer d'internationaliser le conflit, et que « la libération du Zimbabwe (c'est le nom africain de la Rhodésie) ne pouvait être que l'œuvre des Zimbabwéens eux-mêmes », ce qui est une manière élégante de dire que les Noirs de Rhodésie ne doivent pas compter sur le gouvernement du Mozambique pour les aider dans leur lutte.

Mais, quels que puissent être les calculs politiques des racistes blancs rhodésiens, et même s'ils bénéficient du fait que les Etats africains voisins soient prêts à une coexistence pacifique avec eux, les coups qu'ils essaient de porter aujourd'hui contre les guérilleros noirs, en Rhodésie comme au Mozambique, ne pourront pas donner une autre solution au problème rhodésien. Ils ne peuvent que creuser un peu plus le fossé qui sépare la population africaine de la minorité blanche.

## Espagne

### Les libertés syndicales sont encore à conquérir

M. Oreja, ministre espagnol des Affaires étrangères, a fait au journal Le Monde des déclarations concernant notamment les libertés syndicales en Espagne. Il a affirmé que la réforme syndicale ayant pour but « la liberté totale d'affiliation aux syndicats et de constitution de ceux-ci » était « l'un des points fondamentaux du processus de démocratisation en Espagne ». Par ailleurs, « l'Espagne signera très prochainement les conventions 87 et 98 de l'Organisation Internationale du Travail et cette signature comporte l'engagement formel de la part de l'Espagne de res-

pecter la liberté syndicale ».

Voilà un langage nouveau et significatif des efforts que le régime de Juan Carlos est prêt à faire pour entrer dans la Communauté européenne. Car, dans le cadre des échanges économiques, sociaux, diplomatiques des puissances du Marché commun, l'Espagne, si elle veut s'y insérer, ne peut rester cette anomalie, cet archaïsme social qu'elle est aujourd'hui. Avec en particulier l'absence de toute loi sociale, de tout droit d'expression et d'organisation légales pour les travailleurs. Non pas que les Etats du Marché commun

soient moralement choqués par la dictature espagnole et qu'ils militent pour les grands principes de la démocratie. Mais parce que, au sens du Marché commun, une certaine unification des règles économiques et sociales est nécessaire aux bonnes relations de concurrence entre Etats.

Pour résoudre son problème, le gouvernement espagnol vient donc de se déclarer prêt à reconnaître toutes les libertés syndicales. Bien. Aux travailleurs espagnols d'en prendre acte et de lutter pour que cela ne reste pas lettre morte.

Lucienne PLAIN.

## UNE EMPLOYÉE SÉQUESTREE PAR SON PATRON

Une jeune femme de 31 ans, Paulette Daniau, a été séquestrée par le gérant du supermarché où elle était caissière. Séquestrée pendant dix heures, malmenée sans avoir la possibilité de prévenir ses enfants qui l'attendaient, ni même d'appeler la police.

Tout cela parce qu'à dix heures du matin, au cours d'un contrôle de caisse, on avait trouvé 67 F... de trop dans sa caisse.

Aussitôt c'était l'accusation :

« Vous aviez l'intention de mettre cet argent dans votre poche », et le chantage : « Démissionnez, sinon c'est le scandale ».

Cela s'est passé le lundi 25 octobre, dans un « Suma » de Saint-Gratien, dans le Val-d'Oise. Les patrons de droit divin n'existent plus ? Voilà la preuve du contraire.

Paulette Daniau n'a pas cédé. Elle a été relâchée à 21 heures. Et le lendemain, elle a porté plainte.

Mais la justice sera-t-elle aussi prompte à se saisir de cette affaire qu'elle l'est quand ce sont des patrons, des directeurs d'usine qui sont séquestrés ? Verra-t-on M. Beullac, le ministre du Travail, ou M. Guichard, le garde des Sceaux, venir dénoncer ce genre d'opération « à force ouverte » et menacer le gérant de la loi anticasseurs ?

On peut en douter. Car Paulette Daniau a le tort d'être seulement une caissière, qui ne gagne que 1.570 F par mois.

Et encore la jeune femme, qui n'a pas l'habitude de se laisser faire, a-t-elle eu le courage de ne pas céder. Mais qu'on pense à tous ceux qui n'osent rien dire devant des méthodes similaires...

S. F.